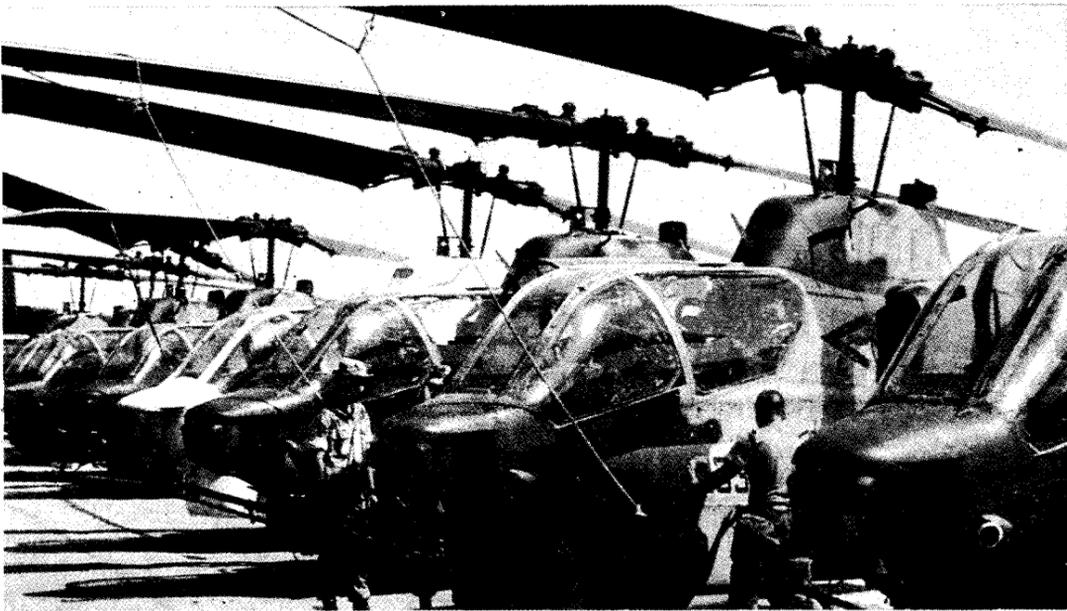


Il faut briser le blocus de l'Irak!

Les impérialistes préparent un massacre



Der Spiegel



T. Boccon - Gibod/SIPA PRESS

Hélicoptères de combat américains et légionnaires français en Arabie saoudite – Il faut chasser les troupes impérialistes du Golfe!

Pour des actions ouvrières contre l'expédition anti-irakienne!

Le président américain George Bush et ses acolytes impérialistes – dont la France de Mitterrand qui, après beaucoup de tergiversations, vient d'envoyer en Arabie saoudite la fine fleur de sa soldatesque coloniale – se dirigent tout droit vers une guerre avec l'Irak de Saddam Hussein. On compte aujourd'hui plus de 200 000 soldats américains dans la région du Golfe. A mesure que les chars, l'artillerie,

les avions et les autres armements déployés sur le terrain approchent rapidement de la masse critique, la Maison Blanche insiste de moins en moins sur la diplomatie et sur l'embargo commercial décrété par l'ONU, et prépare au contraire l'opinion à une guerre imminente.

« ON PARLE DE PLUS EN PLUS DE GUERRE », titre en gros caractères le quotidien new-yorkais *Daily News*. Aux

Etats-Unis comme en France, les médias tentent de créer un climat d'hystérie anti-irakienne avec des récits de massacres d'enfants par des soldats irakiens au Koweït, tandis que la CIA affirme que l'Irak aura déployé des armes biologiques dès le début de l'année prochaine. Le Démocrate Les Aspin, président de la Commission des forces armées de la Chambre des représentants, déclare que

le gouvernement Bush « envisage de plus en plus favorablement l'option de la guerre ».

De son côté, un « officier de haut grade » de la 7^e brigade blindée britannique, actuellement en cours de déploiement dans le Golfe, « affirme que si les forces de la Grande-Bretagne sont attaquées avec des gaz chimiques par les troupes irakiennes, elles répliqueront avec des armes nucléaires de champ de bataille » (*Observer* de Londres, 30 septembre). Ce n'est pas une menace en l'air : la 7^e brigade britannique est équipée d'obus d'artillerie et de missiles Lance à tête nucléaire, et les chasseurs-bombardiers Tornado déjà sur place peuvent emporter des bombes nucléaires de 50 kilotonnes. Le même jour, le *Sunday Correspondent* de Londres révélait que selon le service de renseignements britannique MI6 la guerre avec l'Irak serait déclenchée avant six semaines.

Ce qui se prépare, c'est un assassinat en masse prémédité. L'ex-chef d'état-major de l'US Air Force, le général Michael Dugan, a lâché le morceau (et s'est fait limoger par la même occasion) en clamant à qui voulait l'entendre que « le centre de Bagdad » serait une des principales cibles de la campagne de bombardements massifs qui se prépare. Cela signifierait quelque chose comme 100 000 morts. Le porte-avions américain *Inde-*

Tuerie à Jérusalem

Une provocation sioniste

14 octobre – Même mesuré à l'aune de trois années de répression meurtrière menée contre l'*Intifada* palestinienne, trois années de répression qui ont fait des centaines de morts et des milliers de blessés et d'arrestations, le massacre de

Palestiniens perpétré par Israël devant la mosquée al-Aqsa de Jérusalem, le 8 octobre, constitue une atrocité sans précédent. Cet assassinat de sang-froid de 21 personnes dépasse la routine du terrorisme d'Etat sioniste contre les Palestiniens affreusement opprimés des territoires occupés.

Le massacre d'al-Aqsa est une provocation délibérée visant à déclencher une guerre dans la région du Golfe, déjà sous tension. « Les tueries israéliennes rapprochent l'échéance de la guerre », titrait l'*Independent* de Londres (10 octobre).

C'était bien là le but visé. Quand les Etats-Unis sont intervenus dans le Golfe, les Israéliens ont répété et répété qu'il était nécessaire de s'en prendre militairement à Saddam Hussein – et vite. Le « faucon » travailliste Itzhak Rabin expliquait que des « armes non conventionnelles » devraient être utilisées contre l'Irak – autrement dit, qu'il fallait lancer des bombes nucléaires sur Bagdad. Mais Israël a fait clairement comprendre qu'il voulait la guerre dans la région, que ce soient ou non les Américains qui tirent

Suite page 10

Suite page 13

M 2651 - 105 - 5,00 F



Grèves politiques contre la guerre!

L'impérialisme français, dans le cadre de son opération «Daguet», a envoyé quelque 4000 hommes de troupe dans le Golfe pour participer à l'entreprise de guerre de la coalition impérialiste contre l'Irak. En tant que communistes, nous appelons au retrait immédiat de ces troupes, nous appelons ceux qui s'opposent aux impérialistes à briser le blocus et nous nous prononçons pour la défense révolutionnaire de l'Irak. Nous ne supprimons pas notre gouvernement d'appliquer une politique impérialiste plus «responsable», plus «pacifique»; nous disons qu'il faut des mobilisations ouvrières contre la guerre, des grèves politiques.

Les marins de l'«Esterel» posent sac à terre

Pour transporter les troupes et le matériel dans le Golfe, l'armée a dû faire appel à des compagnies maritimes civiles de la Méditerranée. Le 19 septembre, l'Union départementale CGT des Bouches-du-Rhône protestait contre la «mobilisation de neuf navires civils et de leurs équipages pour la guerre» et affirmait son «refus à l'appareillage et à la réquisition des marins». A Marseille, selon *Libération* du 21, les marins CGT de l'*Esterel* ont posé sac à terre pendant quelques heures. La veille, à Bastia, des marins du syndicat nationaliste corse STC refusaient d'appareiller sur le car-ferry *Corse* qui devait rejoindre Toulon pour être mis à la disposition de l'opération «Daguet». Ils réclamaient une prime de risque. Le départ a pu se faire avec l'aide de militants CGT qui «faisaient tout, aux côtés des responsables de la Société nationale Corse-Méditerranée pour hâter l'appareillage» (*le Monde*, 21 septembre). La revendication de 1124 francs par jour de prime de risque n'est pas exactement un acte d'opposition à la course à la guerre, mais, si la presse bourgeoise dit vrai, les responsables CGT locaux ont ce soir-là brisé une grève!

Deux jours après la déclaration de l'Union départementale CGT, une manifestation rassemblant à Toulon quelques centaines de militants, principalement CGT et PCF, mettait un terme à ce qui aurait pu être le point de départ d'une véritable action ouvrière contre la guerre. Pourtant, des militants cherchaient encore une perspective d'action. Ainsi, une militante déclarait à un vendeur du *Bolchévik*: «On avait imaginé de voir avec des copains qui ont des bateaux pour symboliquement bloquer la rade. C'est pas dit

qu'on ne le fasse pas.»

Qui peut s'étonner d'une telle fin en eau de boudin? Dès le départ, les responsables des marins CGT avaient annoncé qu'ils ne s'opposeraient pas à un ordre de réquisition (*l'Humanité*, 22 septembre)! Ordre que le gouvernement Mitterrand a rapidement signifié, tandis que la CGT et le STC se repliaient sur la «clause de conscience» qui fait porter le poids d'une protestation sur des individus courageux, isolés et exposés à la répression. Les dirigeants réformistes de la CGT n'étaient non seulement pas prêts à s'engager véritablement dans un bras de fer avec leur propre gouvernement impé-



Le cortège de la Ligue trotskyste à la manifestation contre l'intervention impérialiste dans le Golfe, le 18 septembre à Paris.

rialiste, mais ont cédé dès que ce dernier a grondé en évoquant les grèves et mobilisations qui ont ponctuellement marqué une opposition aux sales guerres d'Indochine et d'Algérie dans les années cinquante et soixante. Il est vrai que la bourgeoisie et les chefs d'état-major doivent avoir une peur bleue de telles actions. En effet, *Libération* des 6-7 octobre rapporte qu'un «officier général de l'armée de l'air, spécialiste des transports», lui avait confié: «Avec le concours des compagnies civiles, nous pourrions assurer deux opérations simultanées en Arabie saoudite et au Tchad. Mais je crains comme la peste un troisième engagement de la France. Dans cette éventualité, nous souffrirons!»

La combativité est loin d'être absente, comme en témoigne la grève des dockers de Dunkerque qui luttent, *in fine*, pour sauver leur syndicat. Le soutien de la classe ouvrière – et particulièrement des «immigrés» – à la course à la guerre est loin d'être massif si l'on en croit les sondages. Mais ni la CGT et le PCF qui la dirige, ni les quelques organisations d'«extrême gauche» qui ont quelques racines dans des syndicats n'ont un programme qui permette de mobiliser et diriger des grèves politiques contre la guerre. Le PCF et la CGT se placent dans le cadre d'une politique de pression sur Mitterrand pour qu'il «contrib[ue]

juste d'entamer sa stalinisation, menait une campagne de fraternisation avec les soldats rifains au Maroc qui venaient d'infliger une défaite aux colonialistes espagnols, et se trouvait aux prises avec une guerre cruelle de la part de l'impérialisme français. *L'Humanité* du 11 septembre 1924 publiait le texte d'un télégramme du PCF au dirigeant nationaliste marocain Abd-el-Krim: «La fraction communiste du parlement, le comité central du PC et des Jeunesses communistes saluent la victoire éclatante du peuple marocain sur les impérialistes espagnols. Ils félicitent leur chef courageux Abd-el-Krim. Ils espèrent qu'après sa victoire définitive sur l'impérialisme espagnol il poursuivra, en liaison avec le prolétariat français et européen, sa lutte contre tous les impérialistes, y compris les impérialistes français, jusqu'à la libération complète du territoire marocain. Vive l'indépendance du Maroc! Vive la lutte internationale des peuples coloniaux et le prolétariat mondial!» (cité in *le PCF et la question coloniale*, Jacob Moneta). Le 12 octobre 1925, une centaine de milliers de travailleurs faisaient grève en protestation contre la sale guerre du Rif – une véritable grève politique contre la guerre coloniale.

PCF: de l'internationalisme prolétarien au social-chauvinisme

Dix ans plus tard, quand le PCF et tout le Comintern auront adopté avec enthousiasme la politique de front populaire, ces appels à l'internationalisme prolétarien et à la défaite de son propre impérialisme seront définitivement abandonnés pour faire place aux discours ronflants de Thorez et de ses successeurs, drapés de tricolore, sur la «France démocratique».

Dans les années 1949-50, le PCF, après avoir été partisan jusqu'à son éviction du gouvernement en 1947 d'«un Vietnam dans le cadre de l'Union française», va lancer, avec la CGT, des mobilisations contre la guerre que mène la France en Indochine. De novembre 49 à avril 50, les dockers de Marseille principalement vont mener des mobilisations et des grèves pour la «Paix au Vietnam». Ces actions, durement réprimées, resteront dans le cadre réformiste étroit de la politique imposée par le PCF qui voyait la guerre contraire «à l'intérêt national de la France», «une guerre de reconquête coloniale au profit de l'impérialisme américain» (*Ibid.*) Pendant la guerre d'Algérie, le PCF qui ne se prononcera pour l'indépendance qu'au dernier moment,

Suite page 15

Du pacifisme et du mot d'ordre de la paix

Dans sa brochure «Le socialisme et la guerre», publiée à l'automne 1915, Lénine réaffirme avec force l'opposition de classe inconciliable entre la lutte contre la guerre impérialiste que mènent les marxistes révolutionnaires (qui s'appelaient encore à l'époque «social-démocrates») et l'attitude des «pacifistes» (partisans et propagandistes de la paix) bourgeois.

L'état d'esprit des masses en faveur de la paix exprime souvent le début d'une protestation, d'une révolte et d'une prise de conscience du caractère réactionnaire de la guerre. Tirer profit de cet état d'esprit est le devoir de tous les social-démocrates. Ils participeront très activement à tout mouvement et à toute manifestation sur ce terrain, mais ils ne tromperont pas le peuple en laissant croire qu'en l'absence d'un mouvement révolutionnaire, il est possible de parvenir à une paix sans annexions, sans oppression des nations, sans pillage, sans que subsiste le germe de nouvelles guerres entre les gouvernements actuels et les classes actuellement dirigeantes. Tromper ainsi le peuple ne ferait que porter de l'eau au moulin de la diplomatie secrète des gouvernements belligérants et de leurs contre-révolutionnaires. Quiconque désire une paix solide et démocratique doit être partisan de la guerre civile contre les gouvernements et la bourgeoisie.

– V.I. Lénine, «Le socialisme et la guerre», *Oeuvres*, tome 21



V.I. Lénine

activement à la convocation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient, sous l'égide de l'ONU, visant à l'application effective de toutes les résolutions des Nations Unies concernant cette région» (communiqué du Bureau confédéral de la CGT, *l'Humanité*, 21 septembre). Les résolutions de l'ONU, cette caverne de brigands impérialistes? C'est-à-dire l'embargo contre l'Irak. Mais l'embargo est un acte de guerre et pour le faire respecter il faut envoyer la flotte de guerre. En fait, le but que visent le PCF et sa fraction dirigeante dans la CGT n'est pas l'affaiblissement de leur propre impérialisme mais seulement que «la FRANCE doit refuser d'être le sous-traitant du gouvernement américain» (communiqué de presse de l'Union départementale des syndicats CGT du Var, 20 septembre). Ce qui gêne nos réformistes tricolores c'est que «la France» soit un impérialisme trop faible pour mener une politique «indépendante».

Les dirigeants de la place du colonel Fabien n'ont rien à offrir aux militants, aux ouvriers qui voudraient lutter contre leur propre impérialisme, car toutes leurs «actions» ne tendent que vers un seul but: reconstituer un nouvel avatar de l'Union de la gauche, un nouveau front populaire de collaboration de classe. Mais cette voie leur est bouchée. Mitterrand et la fraction de la bourgeoisie qui lui a ouvert, contre des garanties, les portes des ministères en 1981, n'ont plus besoin du PCF. Ils pensent avoir assez démoralisé et désorganisé la classe ouvrière pour s'y opposer sans l'aide des bureaucrates sociaux-chauvins du PCF au gouvernement. Mais le PCF n'a pas d'autre politique et essaye désespérément encore et encore.

Il existe pourtant une tradition de lutte du prolétariat de ce pays contre son propre impérialisme en guerre. En 1924-25, le PCF, même s'il venait tout

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforger la Quatrième Internationale.
COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Josic Thanner, Jean Thimbault.
REALISATION: François Donau.
REVISEUR-REDACTEUR: Carine Gance.
DIFFUSION: Jean-Luc Etchart.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.
Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Imprimerie: Routage de Paris
5, chemin des Fruitières
93200 La Plaine-St-Denis
Commission paritaire: n° 59267
Distribué par les NMPP
Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

La LCR, le Golfe et le front populaire «anti-guerre»

Pour quiconque se dit communiste, la riposte à l'expédition impérialiste contre l'Irak semi-colonial aurait dû, *a priori*, être évidente. Lénine en donne dans sa brochure « Le socialisme et la guerre », notamment, les principes : « [...] si demain le Maroc déclarait la guerre à la France, l'Inde à l'Angleterre, la Perse ou la Chine à la Russie, etc., ce seraient des guerres "justes", "défensives", quel que soit celui qui commence, et tout socialiste appellerait de ses vœux la victoire des Etats opprimés, dépendants, lésés dans leurs droits, sur les "grandes" puissances oppressives, esclavagistes, spoliatrices » (Oeuvres, tome 21). C'est pourquoi la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) s'est prononcée pour la défense révolutionnaire de l'Irak, appelant au retrait des troupes impérialistes du Golfe, au brisage du blocus et à des actions de lutte de classe contre cette agression.

Mais les principes du léninisme ne sont visiblement pas une évidence pour nos opposants politiques appartenant à l'« extrême gauche ». La section française du Secrétariat unifié (SU), la LCR, qui *en paroles* prétend combattre le système capitaliste mondial, refuse de se placer concrètement dans le camp de l'Irak contre les impérialistes. Sa réaction première a même été de renvoyer dos à dos les impérialistes et l'Irak. Depuis, elle a mis un bémol à sa capitulation ; mais elle n'en continue pas moins à répéter que « cette guerre n'est pas la nôtre ». Certes, la guerre sera le fait de l'impérialisme, mais elle sera la nôtre parce que les ouvriers conscients y ont un camp à défendre et à aider par leurs propres méthodes de classe. L'opposition de la LCR à la guerre est simplement réformiste, cherchant à faire pression sur Mitterrand.

« Mitterrand doit rappeler toutes les troupes françaises ! », conclut un tract national de la LCR juste après avoir expliqué que « la première condition d'une paix durable, c'est le désengagement de toutes les puissances occidentales, c'est le retrait de toutes les forces militaires occidentales ». Mais ne sommes-nous pas nous aussi pour le retrait de toutes les troupes impérialistes du Golfe ? Oui, mais la question est comment. Nous ne supplions pas « notre » impérialisme de « rappeler » ses troupes, nous ne demandons pas non plus à Mitterrand ou Bush de, comme dit la LCR, « lever » ou « cesser » le blocus, mais nous appelons à des luttes de classe ici et au Moyen-Orient pour chasser ces troupes et briser le blocus. Et de telles luttes poseraient nécessairement la question du pouvoir. La seule « condition d'une paix durable », c'est la défaite de l'impérialisme, sa destruction au travers d'une lutte révolutionnaire dans les citadelles impérialistes. La soi-disant « solution viable », qu'avance la LCR dans Rouge du 20 septembre (n° 1415), de la « reconnaissance [par qui si ce n'est l'impérialisme !] de la souveraineté arabe sur la production et la vente du pétrole » et de « l'annulation de la dette extérieure » n'est qu'une « solution », utopique, de réformer l'impérialisme. C'est finalement créer de criminelles illusions sur ce système qui ne peut apporter que l'esclavage et la guerre.

Le même Rouge se plaint que « Mitterrand n'a décidément rien appris depuis l'époque où il clamait : "L'Algérie, c'est la France"... » Que peut donc apprendre le valet en chef de l'impérialisme français, sinon à mieux servir ses maîtres ! Mais que veut donc lui apprendre la LCR ? Que l'impérialisme français sort perdant de ses aventures coloniales et qu'il ferait mieux de ne pas s'y engager ? ! Khrine et



Paris, 6 octobre – La LCR a signé pour la « solution pacifique » et négociée.

Cie, qui axent tout sur le retrait des troupes, s'offrent comme l'aile gauche du front populaire que la direction du PCF cherche à mettre sur pied avec quelques politiciens sociaux-démocrates et bourgeois soi-disant « pacifistes » qui, en fait, voudraient rapatrier les troupes pour éviter une nouvelle cinglante défaite à l'impérialisme français. Nous, trotskystes, disons : « Il faut un, deux, trois, plusieurs Dien-Bien-Phu ! »

A propos de la manifestation du 20 octobre, la LCR vient d'émettre quelques grognements. D'abord, à cause du refus – nous rapporte avec tristesse Rouge du 11 octobre – du PCF et du PCI de Lambert, la banderole de tête n'appellera pas au « rappel du corps expéditionnaire » mais ne comportera que le mot d'ordre « Non à la guerre ». Ensuite, critique plaintivement Rouge, l'appel à cette manifestation parle de « solution négociée ». Pourtant Rouge avait publié, dans son édition du 20 septembre, des extraits d'une pétition qu'ont fait circuler à la Thomson de Grenoble des militants de la LCR, du PCF et de LO et qui réclamait une telle « solution négociée » : « Dans l'immédiat, le gouvernement français doit s'employer à l'aboutissement d'une solution négociée ; il ne doit pas s'aligner sur les Etats-Unis et se laisser entraîner dans la spirale de la guerre ; le gouvernement doit rappeler les forces actuellement déployées dans le Golfe. » L'article était intitulé « Un exemple à suivre » ! Un exemple de réformisme et de chauvinisme antiméricain, mais certainement pas d'internationalisme !

Mais ayant fraternellement fait ces critiques à propos de la manifestation du 20 octobre, Rouge du 11 octobre s'empresse d'ajouter : « Parce que l'extension de la mobilisation compte davantage que les réserves de certains, la LCR n'a posé aucun préalable à sa participation au front antiguerre. » En fait, la LCR n'a fait ses critiques « principielles » que pour mieux les offrir en gages de son allégeance au front populaire.

Nous sommes, pour notre part, pour de vraies actions de front unique autour des mots d'ordre élémentaires « Impérialistes hors du Golfe ! » et « Il faut briser le blocus de l'Irak ! » Mais si nos opposants politiques se gardent bien d'appeler à briser le blocus, c'est précisément qu'ils sont contre un front unique et pour un bloc avec des « pacifistes » bourgeois qui ne pourront jamais accepter un tel appel.

Un mouvement « large » basé sur un programme pacifiste bourgeois, bien loin de faire avancer la lutte contre la guerre impérialiste, ne peut que la tirer en arrière en mettant les travailleurs et les militants antiguerre à la remorque d'une aile de la classe dirigeante impérialiste. Comme l'écrivait Trotsky dans sa « Déclaration au congrès antiguerre d'Amsterdam » : « Quiconque essaie de mettre dans le même sac tous les programmes, tous les partis, tous les drapeaux au nom du pacifisme, c'est-à-dire d'un combat superficiel, dans les mots, contre la guerre, rend à l'impérialisme le plus grand des services » (Writings, 1932 [traduit par nos soins]). Il ne peut y avoir de « mouvement antiguerre » indépendant d'un mouvement anticapitaliste. Le seul « mouvement antiguerre » victorieux a été la Révolution bolchévique de Lénine et Trotsky !

Dans une LCR en crise endémique, l'Irak est venu envenimer un peu plus le débat et accroître le chaos cliquiste. Outre les glissements progressifs de la ligne publique dans Rouge, le journal de son organisation de jeunesse, les JCR, a pris des positions quelque peu différentes. Ainsi, Autre chose (!) dans son numéro d'octobre (nouvelle série n° 6) écrit qu'« une défaite de l'Irak serait la pire chose qui puisse arriver ». Mais il n'en tire surtout pas la conclusion qu'il faille rejoindre le camp de l'Irak pour œuvrer à une défaite de l'impérialisme. En fait les JCR accouchent de la même souris front-populiste que leurs aînés de la LCR en concluant qu'elles veulent « engager une campagne de masse pour le rapatriement immédiat des troupes françaises ». Dans la longue tradition de l'opposition mattiste à la direction de la LCR, les JCR ne font que recouvrir d'un (mince) vernis « orthodoxe » une position fondamentalement droitière.

Le SU de Mandel prétend, lui, être pour, « en cas d'affrontement, la défaite de l'impérialisme » (Inprecor n° 314, 14-27 septembre). Mais cette louable intention, pour l'avenir, est contredite par le refus de Mandel d'appeler aujourd'hui à briser le blocus impérialiste – un appel qui condense actuellement la ligne révolutionnaire pour la défaite de l'impérialisme. Par ailleurs, dans Inprecor on peut lire aussi que « sur le terrain, les révolutionnaires arabes véritablement dévoués aux intérêts du prolétariat refuseront de prendre part à tout affrontement entre troupes arabes, que ce soient celles de Saddam, de Fahd, de Moubarak, de Hafez el-Assad ou de Hassan II ». Avant l'intervention militaire impérialiste, le prolétariat n'avait, certes, aucun côté à prendre dans le sordide conflit entre l'Irak et le Koweït, comme il n'avait aucun côté à prendre dans la boucherie de la guerre Iran-Irak. Mais les « troupes arabes » aujourd'hui stationnées en Arabie saoudite ne sont que des supplétifs du corps expéditionnaire occidental, et on voit mal comment les révolutionnaires arabes qui s'aviseraient de suivre les conseils saugrenus du professeur Mandel pourraient bien défendre l'Irak contre l'agression impérialiste sans toucher un cheveu de la tête des soldats de Moubarak ou du roi Fahd.

Dans ce cadre, l'insistance du SU à renverser Saddam Hussein devient suspecte. Nous sommes pour le renversement par le prolétariat irakien de ce despote sanguinaire. Mais de la façon définie par Trotsky lors de la guerre sino-japonaise de 1937 (« [Les ultra-gauchistes et la guerre en Chine], Oeuvres, tome 15) : « Pour pouvoir remplacer [Tchiang Kai-check] il faut gagner l'influence décisive dans le prolétariat et dans l'armée et, pour cela, il ne faut pas rester suspendu en l'air, mais se placer sur la base de cette guerre. Il faut gagner de l'influence et du prestige dans la lutte militaire contre l'invasion de l'ennemi extérieur et dans la lutte politique contre les faiblesses, les défaillances et les trahisons de l'intérieur. [...] pendant la guerre nationale contre l'impérialisme étranger, l'avant-garde ouvrière, tout en restant en première ligne du combat militaire, prépare politiquement le renversement de la bourgeoisie. »

La quasi-totalité de l'« extrême gauche » française se retrouve avec la LCR dans la même galère front-populiste dont le PCF essaie de prendre le gouvernail. PCI anticommuniste de Lambert, LST de feu Moreno, anarchistes divers, maoïstes plus ou moins repentis, etc. – tous se sont alignés derrière l'appel pour le 20 octobre sur les mots d'ordre de « Retrait des troupes » et « Solution négociée ». Il faut dire que tous ces gens ont en commun d'avoir déjà capitulé devant leur propre bourgeoisie en ayant soutenu Mitterrand et en s'étant rangés dans le camp impérialiste contre l'URSS. Tous partagent une responsabilité, quel qu'en soit le degré, pour la victoire impérialiste dans la guerre froide antisoviétique – une victoire qui permet aujourd'hui aux Bush et Mitterrand de se lancer à l'assaut de l'Irak.

C'est, comme toujours, « sans en avoir l'air » que LO s'est mise à la traîne du front populaire « antiguerre » en construction. Ses cadres politiques trouveront certes dans sa revue « théorique », confidentielle, une position en faveur de « la défaite des armées impérialistes » (Lutte de classe n° 34, octobre). Par contre, les « masses » devront se contenter de la traditionnelle bouillie économiste à relents chauvins qui explique que « cette guerre n'est pas la nôtre » (LO n° 1160, 14 septembre), que ça va « nous » coûter cher, etc. (Le revers de la médaille de l'ouvriérisme a toujours été le mépris aristocratique du petit-bourgeois pour la classe ouvrière.) Et dans les faits, il est bien difficile de distinguer LO des LCR et autres, si ce n'est par une insistance plus grande sur les sacrifices qu'une guerre coûtera aux travailleurs français. Mais cela ne nous surprend pas de LO – ses ancêtres de Voix ouvrière avaient une position de même nature lors de la guerre d'Algérie. LO restera à jamais marquée du sceau de cette infamie.

Une guerre dans le Golfe provoquera des mobilisations de masse. La question est de savoir si les travailleurs et jeunes, déjà soumis aux attaques redoublées du capital, seront mobilisés dans un combat contre ce système capitaliste pourri. Ou si leur opposition à la guerre sera dévoyée dans la collaboration de classes par les réformistes et leurs suivistes d'« extrême gauche ». La tâche des trotskystes est de gagner ces travailleurs et jeunes à la perspective de lutter contre la guerre en luttant contre le système capitaliste tout entier qui a besoin des guerres et du racisme pour préserver son « droit » à s'emparer des richesses qu'ont créées les travailleurs du monde entier.

Massacre de communistes et d'ouvriers

Comment le Baas irakien est arrivé au pouvoir

Washington s'est arrogé le rôle de gendarme du monde et l'homme fort de l'Irak, Saddam Hussein, est aujourd'hui menacé par l'invasion américaine massive du golfe Arabo-Persique. Cependant, Saddam Hussein n'a pas toujours été à couteaux tirés avec les impérialistes. Loin de là. Le soutien des impérialistes à l'Irak dans la boucherie cruelle que fut sa guerre de dix ans contre l'Iran est bien connue. Mais ce qui est moins connu, c'est que depuis sa première tentative de prise du pouvoir, le parti de Saddam Hussein, le Baas, a fait de la terreur anticommuniste sa spécialité. Et en répandant le sang, Saddam Hussein et le Baas ont pu compter sur rien de moins que la CIA.

En tant que révolutionnaires, nous défendons l'Irak contre l'agression impérialiste, qui menace non seulement les masses arabes, mais aussi l'Union soviétique et de là le monde. Mais depuis le début, nous avons observé: «*Tout en déclamant sa rhétorique nationaliste arabe "radicale", Saddam Hussein a massacré des milliers de militants de gauche, de militants ouvriers et de membres de la minorité kurde. Le Parti communiste irakien, autrefois puissant, avec sa base parmi les travailleurs kurdes du pétrole, a été l'une des cibles particulières de la police d'Etat baassiste*» («U.S. Out of the Persian Gulf!», *Workers Vanguard* n° 508, 10 août).

Pour parler crûment, on peut dire que Saddam Hussein est une goule qui, pour se mettre en appétit, aime pendre des ouvriers communistes du pétrole avant de prendre son petit déjeuner. Mais cela n'est pas seulement un trait de caractère personnel. La répression sauvage exercée par le Baas était destinée à décapiter l'un des prolétariats les plus combattifs du Moyen-Orient et par là prévenir la révolution socialiste.

L'historien marxiste Isaac Deutscher écrivait en 1959 sur «*l'Irak, où les conditions sont hautement instables et où les communistes peuvent fort bien faire voler en éclats tout l'équilibre précaire du Moyen-Orient.*» La chute de la monarchie irakienne en 1958 a débouché sur un soulèvement révolutionnaire. La classe ouvrière - armée, bien organisée et dirigée par le puissant Parti communiste



Le général Abd al-Karim Kassem dirigea un coup d'Etat en juillet 1958 contre la monarchie installée par les Britanniques. Ce coup d'Etat provoqua une insurrection révolutionnaire des masses irakiennes.

irakien (PCI) - avait le pouvoir littéralement à portée de la main. Cependant, cette opportunité a été gaspillée par le PCI, sous les ordres directs de Moscou. Dévoyée par la politique stalinienne de la direction du PC, la révolution irakienne a été noyée dans une vague de répression sanglante.

L'emprisonnement, la torture et les pendaisons publiques de communistes et de militants ouvriers reflète, au fond, la logique inexorable du nationalisme. Les petits-bourgeois nationalistes qui aspirent à devenir des dirigeants capitalistes sont menacés par une classe ouvrière combattive, même s'ils peuvent faire appel à elle dans la lutte contre les rois et les cheiks traditionalistes. Ils sont cependant profon-

dément hostiles à l'internationalisme prolétarien. Une brochure des débuts du Baas accuse les communistes de créer «*des distinctions fallacieuses entre le gouvernement impérialiste et son propre peuple*» (cité dans *Republic of Fear: The Politics of Modern Iraq*, Samir al-Khalil, 1989).

Les origines du communisme irakien

Découpé dans les ruines de l'Empire ottoman, l'Irak a été formé par l'impérialisme britannique en tant qu'Etat client pour surveiller ses intérêts pétroliers. Les frontières ont été tracées dans ce dessein. Ainsi, la province du nord, Mossoul, riche en pétrole, qui a été à l'origine réservée à la France, en application des accords secrets Sykes-Picot de 1916, fut rattachée aux anciennes provinces ottomanes de Bagdad et de Bassorah, de telle sorte que le pays nouvellement créé englobe la concession pétrolière de la Turkish Petroleum Company, contrôlée par les Britanniques. Le Koweït a été formé en découpant une portion de territoire dans la province du sud afin de limiter l'accès de l'Irak à la mer.

Le pays qui a été ainsi fabriqué par les impérialistes était composé d'une myriade de groupes nationaux, religieux et ethniques, gouvernés par des chefs tribaux et féodaux ainsi que par la coutume. Les Britanniques ont poursuivi leur politique impériale du «diviser pour régner» en armant les innombrables fiefs des cheiks locaux et en jouant sur leurs conflits mutuels. A peine un an après que les Britanniques eurent accordé une indépen-

dance formelle à l'Irak, l'armée irakienne perpétrait un massacre contre des Assyriens, détruisant complètement vingt villages.

Fondé en 1934, le Parti communiste a mené campagne pour le démantèlement des bases militaires britanniques, pour la terre aux paysans, pour les libertés démocratiques, pour la journée de travail de huit heures et pour le droit à l'indépendance du Kurdistan. Cependant, le PC irakien a été forgé dans la période qui a suivi la consolidation de la bureaucratie stalinienne en URSS, et où les partis communistes dominés par le Kremlin adoptaient la ligne de collaboration de classe des alliances de front populaire avec la bourgeoisie soi-disant «progressiste». Quand, en 1936, un coup d'Etat dirigé par le boucher des Assyriens a amené au pouvoir un gouvernement de coalition comprenant des bourgeois libéraux, le PC irakien a soutenu le nouveau régime. Mais les militaires répondirent par une répression féroce contre les communistes.

Le Parti communiste devait être la force dominante dans le soulèvement national de 1948 contre la présence des bases militaires britanniques. Il fut capable d'organiser des manifestations de masse à travers tout le pays. L'impressionnante puissance du mouvement reflétait les racines réelles du PC irakien dans la classe ouvrière. Des milices ouvrières protégeaient les manifestations et les réunions. Les mouvements de grève, tels que la grève des ouvriers du pétrole près de Haditha, en avril, conduite par les communistes, étaient au cœur du mouvement. Ce soulèvement s'est finalement arrêté sous les coups gouvernementaux. Des centaines de communistes ont été arrêtés, le dirigeant du Parti communiste Fahd et deux autres membres du bureau politique furent pendus publiquement.

Le PC irakien est devenu le Parti communiste avec la base prolétarienne la plus importante de tout le Moyen-Orient. Plus encore, contrairement à beaucoup d'autres partis communistes dans la région, il a toujours eu dans ses rangs un nombre important de membres issus des minorités ethniques, religieuses et nationales opprimées. La majorité de ses premiers dirigeants étaient chrétiens ou chiïtes, et dans la décennie qui a suivi, un nombre significatif de juifs ont été recrutés. Au début des années quarante, les communistes ont commencé à mener à bien un travail systématique au Kurdistan, et particulièrement dans ses centres industriels et pétroliers tels que Kirkouk et Mossoul, organisant des cellules locales du Parti et produisant une presse en kurde. Au début des années cinquante, un tiers des membres du comité central étaient kurdes. Le programme du Parti communiste irakien de 1953 revendiquait «*le droit à l'autodétermination, y compris la sécession pour le peuple kurde*».

Au bord de la révolution

Avec l'établissement du régime nationaliste arabe de Nasser en Egypte en 1953, l'Irak est devenu la cheville ouvrière de la politique des Etats-Unis qui cherchait à amener les pays limitrophes de

Suite page 15



Les dirigeants du PC irakien en tête de manifestation du Premier Mai 1959. Quatre ans plus tard, un tiers du comité central périssait sous les coups du Baas.

Ouvriers soviétiques:

Brisez le « plan de 500 jours » de Gorbatchev-Eltsine!

Alors qu'on a la plus importante récolte de blé de l'histoire soviétique, le pain a disparu des magasins d'Etat de Moscou. Les fumeurs provoquent des échauffourées pour des cigarettes. Et maintenant, la traditionnelle célébration de la Révolution bolchévique, le 7 novembre, devrait être annulée.

George Bush voit l'Union soviétique comme un partenaire subalterne dans le « nouvel ordre mondial » impérialiste. Mais cela signifierait la mort de l'Union soviétique en tant qu'Etat ouvrier, qu'elle est encore, bien que dirigée par une bureaucratie corrompue et nationaliste. Et, en effet, les forces politiques dominantes en URSS poussent ouvertement à la restauration du capitalisme – ce qui signifie la perspective d'une guerre civile, peut-être plus tôt qu'on pourrait le croire. Les acquis sociaux de la Révolution bolchévique – la plus grande victoire de l'Histoire pour la classe ouvrière internationale – sont en danger mortel!

Fin août, on annonça que le président de la République russe, Boris Eltsine, et le président soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, s'étaient mis d'accord sur un programme pour établir une économie de marché à part entière en 500 jours. Le logement sera privatisé, les terres agricoles vendues à des petits propriétaires paysans et au moins 70 % des entreprises industrielles dénationalisées. Le gouvernement central sera dépouillé du pouvoir réel quant aux décisions économiques, au profit des gouvernements des différentes républiques. Cela signifie le démembrement effectif de l'Union soviétique. Eltsine – un ancien lieutenant de Gorbatchev converti en populiste démagogue – veut laisser tomber le mot « socialiste » du nom du pays et renommer le pays Union des républiques souveraines soviétiques.

Le principal auteur du plan de 500 jours est le conseiller économique de Gorbatchev, Stanislav Chataline, qui quand on lui demande si son plan va amener un niveau de vie plus élevé et une économie efficace, réplique: «*Ayons confiance en dieu.*» Gorbatchev lui-même a hésité, proposant de combiner le plan Chataline avec un programme plus « modéré », mis au point par Nikolai Ryjkov. Ryjkov était, l'an dernier, le principal personnage derrière la tentative avortée de tripler le prix du pain et de doubler les prix à la consommation d'ici la nouvelle année 1991. Mais ce n'est pas assez pour les extrémistes du marché libre, qui ont hurlé pour avoir la tête politique de Ryjkov.

Pour faire pression sur Gorbatchev, le parlement de la République russe dominé par Eltsine a voté le programme des « 500 jours vers le capitalisme ». Le président soviétique a demandé et obtenu les



Der Spiegel

La perestroïka alimente le chaos économique et l'inégalité. Eltsine et Gorbatchev planifient la restauration du capitalisme. Ci-dessous, une foule en colère autour d'un kiosque à cigarettes, vide.



Der Spiegel

pleins pouvoirs pour s'engager dans l'application de ce plan. La situation se polarise rapidement. Le 16 septembre, 50 000 manifestants de droite défilaient à Moscou en appelant à la démission non seulement de Ryjkov mais aussi de Gorbatchev. Cependant, les travailleurs résistent aux effets de la perestroïka. Les syndicats officiels ont organisé des grèves contre le gouvernement de libre marché de Moscou.

La crise terminale du stalinisme soviétique

La crise qui assaille de tous côtés l'Union soviétique a ses racines dans la dégénérescence bureaucratique sous

Staline pendant les années 20. Sous le mot d'ordre nationaliste de « socialisme dans un seul pays », la bureaucratie du Kremlin a renoncé et s'est opposée au programme léniniste de la révolution prolétarienne mondiale. Dans les années 30, Trotsky avait prédit qu'à moins que la classe ouvrière soviétique ne chasse la bureaucratie stalinienne, cette dernière, loin de construire le socialisme, créerait les conditions pour une contre-révolution capitaliste.

Le stalinien « libéral » Gorbatchev et ceux qui le soutiennent prétendaient que la perestroïka (restructuration) signifiait le renouveau et la modernisation du socialisme. Dès le début nous avons dit

que ces « réformes » orientées vers le marché avaient pour but d'augmenter les privilèges des bureaucrates et intellectuels petits-bourgeois aux dépens de la classe ouvrière et jetteraient les bases d'une restauration capitaliste. Maintenant, on n'en est plus à jeter les bases, la question de la restauration capitaliste est carrément posée.

Le 10 septembre, dans une interview sur une radio américaine, Pacifica Radio, Joseph Seymour, un porte-parole de la Spartacist League soulignait: «*Le programme de ceux que vous appelez les "adeptes radicaux du libre marché", comme Eltsine, qui entre autres félicite Reagan dans son autobiographie pour avoir soi-disant restauré la santé de l'économie américaine, conduira à une paupérisation massive des travailleurs soviétiques en faveur de ce qui est espéré être une nouvelle classe de capitalistes et de leurs yuppies parasites soviétiques.*»

Il est clair que la masse des travailleurs soviétiques est hostile à une économie de marché en tant que telle. L'idéologue du « libre marché », Gavril Popov, actuellement maire de Moscou, affirme que les masses «*aspirent à l'équité et l'égalité économique*». Il s'inquiète de la montée d'un «*populisme de gauche*» provoqué par «*les politiques conduisant à la dénationalisation, la privatisation et l'inégalité*». La catégorie la plus méprisée en Union soviétique est celle des petits entrepreneurs capitalistes, ceux qu'on appelle les «*coopérateurs*». Même le *Wall Street Journal* (10 août) l'admet: «*La réputation des coopérateurs a brutalement chuté et ils sont aujourd'hui largement critiqués en tant que spéculateurs qui veulent gagner gros et vite aux dépens de la nation.*»

Il est cependant incontestable que Eltsine est très populaire parmi les travailleurs soviétiques. Les sondages montrent qu'il est aujourd'hui bien mieux considéré que Gorbatchev. Comment expliquer cette contradiction? Eltsine a masqué son soutien à une politique économique de « libre marché » par des attaques démagogiques contre les privilèges de la bureaucratie et des appels à augmenter les produits de consommation en rognant sur les dépenses militaires et les investissements industriels. Mais maintenant le masque est tombé et la démagogie de Eltsine s'est transformée ouvertement en un programme de restauration capitaliste.

Les avocats du plan de 500 jours déclarent que la vente des logements, des terres et des usines absorbera la plupart des roubles en excès qui ont été injectés dans l'économie soviétique depuis des années. Ainsi, les hausses de prix pour les produits de consommation seront moins élevées qu'elles ne devraient l'être. C'est

Pour une économie socialiste planifiée basée sur la démocratie ouvrière!

un mensonge ! Une fois les entreprises dans des mains privées, elles augmentent les prix aussi loin que le marché pourra le supporter. Les travailleurs soviétiques perdront toute possibilité de contrôler le coût de la vie. De plus, des millions de travailleurs soviétiques seront jetés à la rue à mesure que les entreprises non rentables et invendables fermeront, tandis que d'autres feront des coupes radicales dans leur personnel. C'est exactement ce qui arrive déjà en Pologne.

La privatisation du logement a pour objectif d'apporter un revenu supplémentaire immédiat à ceux des membres de l'élite qui ont de beaux appartements. Mais cela va être désastreux pour les travailleurs soviétiques, en particulier à cause de la pénurie aiguë de logements qui sévit en URSS. Des officiers de l'armée soviétique et leur famille, que l'on prévoit de retirer d'Allemagne de l'Est, ont récemment manifesté contre la tentative de les installer dans une ville de toile au nord du Caucase ! Avec la privatisation, les loyers pour le petit nombre de logements vacants seront inabornables. Les jeunes familles ouvrières ne pourraient bien jamais avoir les moyens de s'offrir leur propre appartement ou pavillon. Ceux-ci deviendront la propriété exclusive de la nouvelle classe de capitalistes argentés et de l'élite des managers.

Le plan de 500 jours promet aux citoyens soviétiques une espèce de « capitalisme populaire », affirmant que la « propriété dans les mains de chaque individu est une garantie de stabilité de la société » (*Financial Times* [Londres], 6 septembre).



Novosti



Novosti

Les maires du « libre marché ». A gauche, Gavril Popov de Moscou ; à droite, Anatoli Sobchak de Leningrad.

Mais la propriété ne va pas se retrouver dans les mains de chaque individu. Loin de là. Il ne peut pas y avoir de capitalistes sans capital. Même les petits entrepreneurs soviétiques avec leurs stands de fruits et leurs magasins de réparation de télévisions n'ont pas les fonds qui leur permettraient d'acheter des aciéries et des mines de charbon. Qui le peut ? Dans la mesure où ils seront russes, arméniens, etc., les nouveaux possédants seront issus des rangs de l'élite bureaucratique qui a accès aux prêts d'Etat et aux banques occidentales.

La plupart des entreprises les plus profitables seront vendues, en tout ou partie, aux multinationales occidentales. Le conseiller économique de Gorbatchev, Nikolaï Petrakov, un des principaux auteurs du plan de 500 jours, veut « créer une situation au sein de laquelle nos partenaires occidentaux pourront éviter le système des allocations contingentées et centralisées, acheter les matières premières et les équipements dont ils ont besoin sur notre marché interne, et transférer leur part de profit à l'Ouest » (*Problems of Economics*, mars). Si Gorbatchev et Eltsine réussissent, la richesse produite pendant des dizaines d'années par les ouvriers soviétiques sera bradée aux raiders de Wall Street, aux banquiers de Francfort et aux zaibatsu japonais.

Le chaos économique grandissant et l'effondrement de l'autorité du régime de Gorbatchev et du gouvernement central ont créé une vide politique. Dans ce vide se sont engouffrées toutes sortes de forces réactionnaires, des reaganiens russes aux tsaristes et aux fascistes et autres réactionnaires nationalistes. L'antisémitisme

Les mineurs de Sibérie en grève l'année dernière ont élu des comités de grève, ce qui a provoqué une situation de double pouvoir.



Novosti

grimpe, et les Juifs soviétiques vivent dans la crainte de pogroms. On parle de coup militaire pour rétablir l'ordre. Chacun sait que l'Union soviétique ne peut continuer à exister comme avant.

Aujourd'hui, le trotskysme – le continuateur de la Révolution bolchévique – est la seule tendance politique avec un programme qui peut préserver l'Union soviétique en tant qu'économie collectiv-

leurs urbains, libérés de leur usine et de leur bureau. Mais avec le démantèlement de la gestion centralisée, sous la perestroïka, les dirigeants d'entreprise ne libèrent plus leurs ouvriers pour cette tâche. Le directeur d'une ferme collective dans les « terres vierges » du Kazakhstan, Jazit Kudaikulov, s'exclamait : « Pendant la période de stagnation [Père Brejnev], le blé était bien récolté. Les gens de la ville nous aidaient, le gouvernement et les gens du parti communiste de la région nous aidaient, et maintenant ils ne le font pas. Je ne sais pas pourquoi. C'est la perestroïka » (*Philadelphia Inquirer*, 7 septembre).

Mais c'est seulement une partie de la cause de la pénurie de pain et pas la plus importante. Après tout, la récolte de grain est estimée à peu près au même niveau que celui de l'an dernier. Mais les fermiers ne livrent pas autant aux agences d'Etat. Même Gorbatchev s'en est plaint : « De nombreuses fermes d'Etat et fermes collectives ont de manière injustifiée réduit leurs ventes à l'Etat, en violant le contrat. » En fait, ils utilisent le grain comme fourrage pour les bêtes de boucherie dont la vente est bien plus lucrative. Un kilo de bœuf sur le marché central (privé) de Moscou coûte 20 roubles, 50 % de plus qu'il y a un an et demi, et représente l'équivalent d'une journée de travail pour l'ouvrier industriel moyen !

Les fermiers soviétiques sont en train de retenir le grain pour forcer une augmentation du prix de vente à l'Etat. Le printemps dernier, une revue américaine spécialisée dans les économies d'Europe de l'Est écrivait : « La rétention par les fermiers soviétiques de larges quantités de céréales signifie que le régime est forcé d'importer plus de grains de l'Ouest et de tirer sur ses réserves financières au lieu d'utiliser ce qui est déjà disponible à l'intérieur du pays. Pour inciter les fermiers à

vendre le grain, les prix d'achat devront augmenter considérablement. Toutefois, avec un régime qui ne veut pas faire supporter la hausse du coût des céréales aux ménages, les subventions pour les aliments devront augmenter bien au-delà de ce qui était prévu pour 1990 [...] » (*PlanEcon Report*, 21 avril). Mais maintenant le programme de 500 jours de Gorbatchev/Eltsine s'apprête à couper dans les subventions aux produits alimentaires et autorise une explosion du prix du pain et autres produits alimentaires.

La pénurie de pain actuelle rappelle de manière troublante la grève du grain des paysans de 1928 qui marqua la crise terminale de la Nouvelle politique économique (NEP). Les idéologues de la perestroïka, ou tout au moins ceux qui n'appellent pas carrément à la restauration du capitalisme, ont repris la NEP comme modèle économique. Dès 1923, Trotsky soulignait la contradiction fondamentale et l'instabilité de la NEP. A moins que l'économie soviétique ne prenne de l'ampleur suffisamment vite pour fournir aux paysans des biens manufacturés moins chers et en abondance, Trotsky prédisait que les paysans cesseraient d'alimenter les centrales d'achat d'Etat dans le but d'en tirer des prix plus élevés. C'est précisément ce qui est arrivé en 1928. Au bord du gouffre de la crise économique, Staline réagit en imposant la collectivisation de l'agriculture d'une manière brutale et bureaucratique.

Pendant les années 20, la principale force sociale interne pour la contre-révolution capitaliste était constituée par les paysans les plus riches (les koulaks). Aujourd'hui, ce rôle incombe à des sections de la bureaucratie et de l'intelligentsia, dans bien des cas les rejetons privilégiés des apparatchiks de Staline. Ainsi, la grève des céréales n'est qu'un aspect du sabotage général de l'économie collectivisée par des dirigeants et représentants officiels arrivistes.

Seule la révolution politique prolétarienne peut sauver l'Union soviétique

L'Union soviétique est aujourd'hui menacée d'une lutte fratricide sanglante au milieu d'une désintégration économique. Pratiquement toutes les républiques nationales ont proclamé leur indépendance ou leur souveraineté économique. Le gouvernement de l'Ukraine – la deuxième république par la taille et le poids – veut émettre sa propre monnaie et avoir sa propre armée. Des responsables dans les régions productrices de pétrole en Sibérie exigent une part majoritaire des revenus pétroliers. *L'Independent* de Londres (31 août) parle du « danger que l'Union soviétique ne se désintègre en une série de républiques rivales séparées par des barrières douanières, par des monnaies de Monopoly et par des animosités ethniques, se lançant les unes contre les autres dans des guerres économiques. »

Seule la classe ouvrière a la puissance

Suite page 12

sée et Etat multinational. Les travailleurs soviétiques doivent balayer les Gorbatchev, Eltsine et Popov et établir un gouvernement de soviets (conseils) ouvriers démocratiquement élus comme ceux qui ont pris le pouvoir en octobre 1917.

De nombreux travailleurs soviétiques identifient maintenant la planification et la gestion centralisées avec le stalinisme et le dirigisme bureaucratique. C'est faux. La direction centrale de l'économie par un gouvernement des soviets est le seul moyen pour la classe ouvrière de déterminer démocratiquement l'allocation des ressources de la société et d'assurer la distribution équitable et égalitaire de la richesse ainsi produite. De la même façon, la planification centrale ne peut être effective, en ce qui concerne les efforts fournis et la créativité, que si les masses gouvernent la société afin de construire un futur socialiste pour elles-mêmes et leurs enfants.

Derrière la pénurie de pain

Lorsque le régime Gorbatchev/Ryjkov proposa de tripler le prix du pain l'été dernier, un délégué du Tadjikistan au Soviet suprême déclara en colère : « Le pain c'est le socialisme. » La disparition soudaine du pain des étals des « Gastronom » de Moscou, contrôlés par l'Etat, est la preuve la plus flagrante de l'effondrement économique. Pourtant, les représentants soviétiques ont prédit une récolte record. Qu'est-il arrivé ?

Contrairement aux Etats-Unis, l'Union soviétique n'a pas de réserve de travailleurs agricoles appauvris, migrants. Pour rentrer la récolte, il est donc nécessaire de mobiliser momentanément les travail-

La contre-révolution menace. Scène de la manifestation du 16 septembre qui a rassemblé 50 000 réactionnaires à Moscou.



Reuters

Allemagne 1918-19



IMP. W. M.



Photos Simon et Schuster



Diethart Kerbs, Berlin

La Première Guerre mondiale et son cortège de morts et de dévastation ont débouché sur les insurrections des ouvriers et soldats allemands.

Guerre et révolution

La guerre est la mère des révolutions. La Première Guerre mondiale avait transformé le continent européen en abattoir et avait conduit directement, en 1917 en Russie, à la première révolution prolétarienne victorieuse de l'Histoire. Une situation révolutionnaire avait surgi aussi en Allemagne, mais elle avait été gâchée parce qu'il manquait à la classe ouvrière une direction politique résolue, dotée du programme et de la détermination nécessaires pour conduire les masses laborieuses au pouvoir. Les travailleurs allemands furent trahis par les sociaux-démocrates, qui en 1914 avaient soutenu la guerre impérialiste avec une bonne couche de boniment socialiste pour couvrir leur trahison, et qui en 1918-19 se portèrent au secours de la classe dirigeante capitaliste en noyant la révolution dans le sang.

A l'heure où nos propres gouvernants sanguinaires se préparent à participer à une nouvelle guerre de rapine au Moyen-Orient, nous devons apprendre les leçons de l'Histoire. La seule manière d'en finir avec les guerres impérialistes sanguinaires, c'est d'en finir avec le système capitaliste qui les engendre. Nous sommes heureux de pouvoir reproduire ci-dessous la transcription, revue pour publication, d'un exposé sur la lutte contre la guerre impérialiste et pour la révolution prolétarienne en Allemagne à l'époque de la Première Guerre mondiale, exposé récemment présenté par le camarade T. Marlow devant le comité local de New York de la Spartacist League/US, section américaine de la Ligue communiste internationale.

Première partie

La Première Guerre mondiale a marqué la fin sanglante d'une longue période de développement capitaliste extrêmement pacifique en Europe. La boucherie et les destructions matérielles provoquées

Comment la social-démocratie a sauvé l'ordre capitaliste



Robert Sennecke

Ils ont fait le sale boulot. Les ministres « socialistes » qui massacrèrent les ouvriers pour sauver l'impérialisme allemand : (de gauche à droite) Landsberg, Scheidemann, Noske, Ebert.

par la guerre, la misère à laquelle était réduite la population des nations européennes, marquèrent la banqueroute des classes dirigeantes d'Europe. Après la guerre, les masses insurgées présentèrent au moins quelques-unes des créances depuis longtemps arrivées à échéance. En Russie, cela devait conduire au renversement du tsar et, six mois plus tard, au triomphe de la classe ouvrière avec la révolution d'Octobre 1917. En Allemagne, presque exactement un an plus tard, la monarchie était déposée, mais il n'y eut pas de révolution prolétarienne. En fait, les soulèvements des ouvriers allemands

en 1918-19 ont été écrasés dans le sang. Pour comprendre pourquoi les révolutionnaires allemands ont été incapables de réussir à faire ce que Lénine et Trotsky avaient fait, on doit examiner les différences cruciales entre les organisations communistes révolutionnaires des deux pays au moment décisif où la prise du pouvoir était à l'ordre du jour.

En Russie, les bolchéviks avaient forgé une organisation de cadres solide, qui avait été testée dans les batailles de la Révolution de 1905 et dans les années de réaction qui avaient suivi. Les bolchéviks avaient de larges liens avec la classe

ouvrière. En 1914, il y avait eu en Russie des grèves massives. Les bolchéviks non seulement pouvaient connaître l'état d'esprit des masses, mais ils disposaient aussi de l'organisation nécessaire pour les conduire dans l'action. Et, ce qui est très important, ils avaient une direction qui préparait consciemment la prise du pouvoir par l'insurrection. En particulier, ils avaient Lénine, qui était très capable et menait les batailles avec la direction, même quand le comité central hésita au moment de la prise du pouvoir.

Au contraire, le Parti communiste d'Allemagne (KPD) ne fut fondé que le 1^{er} janvier 1919 – deux semaines seulement avant l'assassinat de ses principaux cadres. A cette époque, le KPD avait peut-être un millier de membres à Berlin, peut-être quelques milliers dans toute l'Allemagne, et était très mal organisé. Il n'avait pas de véritables racines dans la classe ouvrière, et ses militants ouvriers avaient tendance à être plutôt des ultra-gauches glissant vers l'anarcho-syndicalisme. Quand donc sonna l'heure de la révolution, le KPD nouveau-né commençait tout juste à se colleter avec le problème de pénétrer la classe ouvrière, d'en gagner la confiance politique, alors que la classe ouvrière allemande, dans son écrasante majorité, était toujours loyale à la social-démocratie (SPD), malgré les trahisons perpétrées par celle-ci pendant la guerre.

Dans l'Allemagne de 1914, à la différence de la Russie, le prolétariat représentait une partie importante de la population. Après l'unification de l'Allemagne en 1871, le pays avait connu une longue période de développement capitaliste. Ceci n'était pas le fait d'une révolution bourgeoise « éclairée ». En 1848, la bourgeoisie allemande avait regardé par-dessus son épaule ; elle aperçut le prolé-

tariat, elle fut saisie d'une grande frayeur et conclut un accord avec les classes féodales. Fondamentalement, la bourgeoisie avait abandonné son pouvoir politique aux Junkers prussiens (l'aristocratie foncière). Le roi de Prusse était devenu empereur d'Allemagne et la bourgeoisie se satisfaisait de la consolidation d'un Etat-nation qui éliminait certaines des absurdités et des problèmes douaniers provoqués par l'existence de 40 petites principautés. La bourgeoisie avait aussi l'appendice parlementaire appelé Reichstag, et dont Wilhelm Liebknecht disait qu'il était une « feuille de vigne de l'absolutisme ».

La bourgeoisie n'était pas seule à être satisfaite. Le SPD était avide de jouer un rôle parlementaire. Pendant la période Bismarck, le parti était illégal en vertu des lois antisocialistes. Par la suite, le SPD était devenu légal et avait connu une période de croissance explosive. Les syndicats s'étaient eux aussi renforcés, beaucoup plus vite même que le parti lui-même, et disposaient vis-à-vis du parti d'une base d'influence considérable. La croissance rapide du nombre de syndicalistes membres du SPD et l'augmentation régulière de son influence électorale (en 1912, le SPD avait recueilli 4 250 000 voix) renforçaient une attitude conservatrice qui était à la racine du poison qui devait tuer le parti.

Un signe clair était apparu assez tôt – en 1893, juste avant le congrès de Cologne, les dirigeants des syndicats avaient réuni leur « commission générale », et Carl Legien avait défendu la position que les syndicats devraient être neutres politiquement. Ce qui signifiait en réalité qu'ils voulaient être indépendants du parti. Vers 1900, ceci fut codifié dans la théorie dite des « deux piliers », selon laquelle les syndicats devaient être responsables de la lutte économique et le parti responsable de la lutte politique. A mesure que les syndicats grandissaient, ils collectaient de plus en plus de cotisations ; il y avait là une structure à défendre, et ils devinrent de plus en plus liés à l'ordre social existant. Les bureaucrates considéraient toute grève (et il y en avait beaucoup pendant cette période) comme une réelle menace pour les organisations qui constituaient leur gagne-pain. Ils s'accommodaient de plus en plus de l'ordre existant au lieu de chercher à le renverser.

Au fond, la controverse était de savoir si on devait poursuivre une voie révolutionnaire ou une voie réformiste, et elle s'exprima au grand jour politiquement. Les syndicats et leurs directions conservatrices fournirent une base au groupe explicitement réformiste dirigé par Eduard Bernstein et Cie. Ceux-ci en tiraient les conclusions logiques. Bernstein disait en substance : « Bon, Marx s'est trompé, il semble que le capitalisme se développe d'une manière plutôt linéaire, le niveau de vie augmente et il faut abandonner toute cette idée de révolution. Où est la paupérisation du prolétariat ? Notre devoir est de chercher des réformes au sein de l'appareil d'Etat existant. »

Dans les limites du credo traditionnel du SPD, représenté par le programme d'Erfurt, Karl Kautsky et la direction du SPD entrèrent en lice et combattirent les révisionnistes – du moins sur le papier. Il ne s'agissait pas encore d'une question aux conséquences décisives, c'était essentiellement plutôt une bataille théorique. Les révisionnistes furent en fait programmatiquement vaincus au congrès de Dresde, en 1903. Mais il ne s'agissait que de mots. La bataille ne conduisit pas à une scission parce que « l'unité, l'unité, l'unité » était considérée comme plus importante que la clarté programmatique. Bernstein et ses acolytes restaient paisiblement dans le giron du SPD – le « parti de toute la classe ». Mais le congrès de Dresde marquait un tournant, parce que ce devait être la dernière fois que Rosa Luxemburg et l'aile gauche réussissaient à obtenir un quelconque soutien de la bureaucratie dirigeante du parti. A partir



Rosa Luxemburg en 1907. Après le vote des crédits de guerre par le SPD en 1914, Luxemburg déclara que la social-démocratie était un « cadavre en décomposition » et fonda le groupe communiste Spartakus.

de ce moment, c'est l'aile gauche qui était attaquée.

Ce qui a vraiment mis la question au premier plan, ça a été la Révolution de 1905 en Russie. Tout d'un coup, la question de réforme contre révolution est devenue très, très réelle. C'était un encouragement pour ceux de l'aile gauche. Ils pensaient : « OK, les Russes y sont arrivés. Il est temps pour nous de nous y atteler. » L'objectif de révolution socialiste qui était précédemment celui du parti, et qui était repoussé loin dans l'avenir, se profilait maintenant de très, très près, et cela polarisa rapidement la situation. L'exécutif du parti se rallia à l'aile droite et devint de plus en plus hostile à la gauche. Fondamentalement, les bureaucrates du parti étaient très à l'aise dans leur rôle d'opposition parlementaire au Reichstag. Aucun d'eux ne voulait faire chavirer la barque.

Il y a certains débats intéressants qui annoncent la faillite future du SPD. En 1907, August Bebel (qui était un des vieux dirigeants du parti) attaquait les abus du militarisme, mais sur la base que les châtiments corporels nuisaient à l'aptitude au combat de l'armée allemande, et que ce qu'il fallait c'était une vraie formation militaire pour la jeunesse ! Ce débat parlementaire a été également important parce qu'il a marqué les débuts d'un jeune homme du nom de Gustav Noske (dont nous reparlerons plus tard) qui déclarait que la position du SPD sur le militarisme était « conditionnée par notre acceptation du principe de la nationalité ». Le SPD souhaitait que l'Allemagne soit « aussi armée que possible », et déclarait que « le peuple tout entier est intéressé à l'institution militaire qui est nécessaire pour la défense de notre patrie ».

Le parti allemand était le plus grand parti de la Deuxième Internationale, et il était considéré comme le « joyau de la couronne ». Il y avait là des militants qui avaient appris le marxisme auprès de Marx et d'Engels, et qui avaient un parti avec une organisation énorme et dont la base comprenait plusieurs millions de gens. Mais ils se retrouvèrent finalement dans l'aile droite de la Deuxième Internationale. Pour vous donner une idée, au congrès de Stuttgart en 1907, la délégation allemande proposa dans la commission coloniale une motion qui déclarait notamment : « Le congrès ne rejette pas en principe et en tous temps toute politique coloniale, laquelle, sous un régime socialiste, pourrait avoir un effet civilisateur. » Cette motion-là fut repoussée, mais le parti était devenu très différent de ce que Marx et Engels avaient envisagé. Le parti était entré dans la voie parlementaire de la conciliation avec la bourgeoisie.

Nous arrivons maintenant à la guerre.

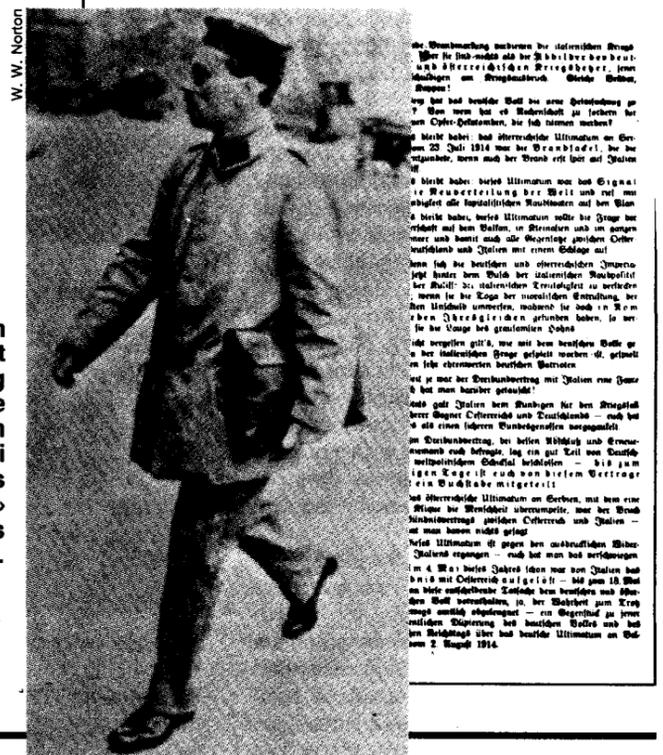
La guerre a été un test pour toutes les tendances politiques, y compris celles qui se disaient de gauche. Luxemburg, dans sa Brochure de Junius écrite en prison, cite la réaction héroïque, de classe, des prédécesseurs du SPD au début de la guerre franco-prussienne de 1870. Bebel et Wilhelm Liebknecht avaient alors refusé de voter les crédits de guerre. Ils déclaraient : « En tant qu'opposants, par principe, à toutes les guerres dynastiques, en tant que républicains socialistes et membres de l'Association internationale des travailleurs, laquelle, sans considération de nationalité, a combattu tous les oppresseurs, a essayé d'unir tous les opprimés dans une seule société de frères, nous ne pouvons pas directement ou indirectement apporter notre soutien à la guerre actuelle. » Mais en 1914, quand il fallut choisir, la fraction parlementaire du SPD

Kautsky. Il l'expose succinctement dans son article « la faillite de la Deuxième Internationale » : « Les organisations légales de masse de la classe ouvrière sont peut-être la caractéristique la plus importante des partis socialistes de l'époque de la I^{re} Internationale. C'est dans le parti allemand qu'elles étaient les plus fortes, et c'est là que la guerre de 1914-1915 a marqué le tournant le plus aigu, a posé la question de la façon la plus tranchée. Il est clair que le passage aux actions révolutionnaires signifiait la dissolution des organisations légales par la police ; et le vieux parti, de Legien à Kautsky inclus, a sacrifié les buts révolutionnaires du prolétariat au maintien des organisations légales actuelles. [...] On a vendu le droit du prolétariat à la révolution en échange du plat de lentilles des organisations autorisées par l'actuelle loi policière » (Oeuvres, tome 21).

La faillite de l'Internationale, avec le vote des crédits de guerre le 4 août 1914 a été un choc pour Lénine lui-même et pour beaucoup de gens. Avec ce que j'ai décrit, on peut voir la pourriture s'accumuler à l'intérieur du SPD. Mais littéralement jusqu'à la semaine avant que la guerre éclate, l'Internationale et ses différents partis publiaient de vigoureuses déclarations contre la guerre. Il y avait aussi les résolutions de l'Internationale comme le manifeste de Bâle de 1912 qui appelait les socialistes à utiliser la « crise économique et politique » créée par la guerre pour « accélérer la chute du capitalisme ». Bon, un seul groupe l'a fait, Lénine et les bolchéviks.

Il y avait dans le SPD des éléments consciemment droitiers, comme Friedrich Ebert qui fut nommé président du parti la mort de Bebel, en 1913. Quand la menace de guerre se concrétisa, fin juillet 1914, Ebert fit en privé la remarque qu'« la guerre et la puissante revitalisation a mouvement ouvrier en Russie vont sûrement remplir le groupe Rosa [Luxemburg, de nouveaux plans ». Il y eut en fait 1 députés du groupe SPD au Reichstag qui refusèrent de voter les crédits de guerre mais ils s'inclinèrent devant l'unité du parti. Le groupe parlementaire du SPI

Der Hauptfeind steht im eigenen Land!



Karl Liebknecht en uniforme se rendant au Reichstag dénoncer la guerre impérialiste. Son fameux « l'ennemi principal est dans notre propre pays ! » traversa les frontières.

au Reichstag déclara : « En cette heure de danger, nous ne désertons pas notre patrie. »

Social-chauvinisme contre internationalisme révolutionnaire

Le parti qui réunissait l'écrasante majorité du prolétariat allemand commettait là une énorme trahison de classe. Lénine a résumé tout ce processus de manière très angulaire dans son livre la Révolution prolétarienne et le renégat

voitait toujours en bloc, et donc même Liebknecht vota finalement pour. Mais voici un exemple de ce que le fait de céder maintenant que la guerre avait éclaté signifiait pour un autre membre du SPD, Konrad Hämisch : « Le conflit entre deux âmes dans une seule poitrine ne fut probablement facile pour aucun d'entre nous [...]. [D'un côté] ce désir fervent et ardent de se jeter dans le puissant courant de la vague nationale générale, et de l'autre la terrible peur spirituelle de suivre pleine-

Jérusalem...

Suite de la page 1

le premier coup de feu. Une « source militaire haut placée » déclarait au *Washington Post* du 6 octobre que les dirigeants israéliens considèrent un règlement diplomatique dans le Golfe comme l'option « la plus dangereuse ».

Bien avant l'invasion américaine d'août dernier, les dirigeants israéliens se préparaient à une guerre, laquelle doit servir leurs plans d'un « Grand Israël » et fournir un prétexte pour chasser les Palestiniens de Cisjordanie. Peu avant le massacre, le gouvernement de Jérusalem a commencé à distribuer des masques à gaz à toute la population d'Israël – sauf aux Palestiniens des territoires occupés ! Sont-ils en train de préparer une « solution finale » israélienne au « problème palestinien » ?

Les autorités israéliennes n'ont même pas publié de communiqué déplorant pour la forme les « pertes en vies humaines ». Au contraire, elles ont cyniquement accusé les victimes elles-mêmes d'avoir provoqué leur propre massacre. Le Premier ministre Itzhak Shamir a ouvertement défendu la police qui a tiré à balles réelles contre une foule sans armes, en prétendant que l'OLP était derrière « une provocation organisée, une machination satanique » (*New York Times*, 10 octobre). Et toutes les fractions de la classe dirigeante sioniste ont abondé dans le sens le Shamir, y compris les « libéraux » comme le maire de Jérusalem Teddy Kollek. Ils ont parlé de tonneaux remplis de pierres trouvés dans la mosquée omme « preuve » d'une « provocation » palestinienne préméditée. Il s'avéra par la suite qu'il s'agissait de blocs de ciment utilisés sur un chantier actuellement ouvert sur le site.

Il y a bien eu provocation – mais les provocateurs étaient les dirigeants sionistes. Depuis plusieurs années, à la même date, à l'occasion de la fête de Soucoth, un groupe sioniste d'intégristes l'extrême droite, les « Fidèles du mont du Temple », tente de marcher sur la

mosquée al-Aqsa avec l'intention de poser la « première pierre » d'un troisième Temple de Jérusalem. Des milliers de Palestiniens, répondant à l'appel des autorités religieuses musulmanes, se sont rassemblés autour du sanctuaire du Dôme du Rocher pour le défendre. Parfaitement informé des risques d'affrontement, le gouvernement israélien a déployé à proximité 40 « garde-frontières » seulement – armés de balles réelles.

Il semble qu'Israël, d'un seul coup, a fait progresser d'un grand pas la crise du Golfe vers une guerre ouverte et enfoncé un coin dans la nouvelle alliance anti-irakienne de Washington avec les régimes arabes « modérés » (dont l'ex-terroriste numéro un, le Syrien Assad), laquelle menace de priver Israël de son rôle lucratif de gendarme de Washington dans la région. Tandis que Bush gourmandait les

Israéliens pour ne pas avoir montré « *avantage de retenue* », une résolution proposée par l'OLP, qui condamnait sans ambiguïté la responsabilité d'Israël dans le massacre, était soutenue par une écrasante majorité du conseil de sécurité de l'ONU – non seulement les pays du « tiers monde », mais aussi les alliés occidentaux des Etats-Unis. Ce sont les mêmes Nations Unies qui ont servi de couverture à l'invasion impérialiste dans le Golfe, les mêmes qui en 1982 ont arrangé l'évacuation des combattants de l'OLP du Liban, conduisant ainsi directement aux massacres de Sabra et Chatila. Cela n'empêche pas les nationalistes petits-bourgeois de l'OLP d'appeler l'ONU à envoyer une force d'« interposition » pour protéger les Palestiniens dans les territoires occupés. Mais l'OLP, qui tente de plus en plus désespérément de faire pression sur les Etats-Unis pour

qu'en retour ceux-ci fassent pression sur leurs partenaires israéliens, a cédé sur sa propre résolution impuissante et a accepté un « compromis » qui pouvait convenir à Washington.

Se tourner du côté des impérialistes pour défendre les droits des Palestiniens est à la fois futile et suicidaire. Les dirigeants sionistes ne seront pas convaincus par des « pressions » d'accepter les droits nationaux des Palestiniens, sous une forme aussi limitée et déformée qu'elle puisse être. Dans cette situation apparemment sans issue, où Palestiniens et peuple de langue hébraïque revendiquent le même territoire – les uns n'ayant pour seules armes que des pierres tandis que les autres disposent d'un arsenal moderne, avec au moins 200 têtes nucléaires –, la seule voie vers la libération nationale et sociale passe par la destruction de l'intérieur de l'Etat capitaliste sioniste. Les travailleurs israéliens doivent être arrachés à l'influence des dirigeants sionistes pour se joindre dans une lutte de classe révolutionnaire à leurs frères arabes dans toute la région.

Même si aujourd'hui cela semble impossible, Israël est une société de classes qui accumule une quantité de plus en plus explosive de contradictions. Le rêve sioniste d'une immigration massive des Juifs soviétiques est maintenant en train de se réaliser, mais cette immigration pèse d'un poids très lourd sur la société israélienne, et a pour conséquence la multiplication du nombre de sans-abri. L'économie de cet Etat-garnison, malgré les subsides massifs de Washington et des organisations juives américaines, est en ruine. La fédération syndicale corporatiste, l'Histadrout, a récemment agité la menace d'une grève générale illimitée contre la baisse du niveau de vie. Ce qui est nécessaire, c'est un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste, engagé à défendre le droit à l'autodétermination des peuples de langue hébraïque et palestinien, un parti qui lutte pour arracher les travailleurs israéliens au piège mortel du sionisme et pour les gagner à la lutte pour la révolution socialiste dans toute la région. ■



Rula Halawani/Reuters

Groupe de Palestiniens arrêtés par l'armée sioniste le 10 août après une manifestation pro-Irak.

Guerre et révolution...

Suite de la page 9

ment ce désir, de capituler devant le sentiment qui rigissait autour de vous et qui, si on regardait à l'intérieur de son cœur, avait depuis longtemps pris possession de l'âme. Cette peur : ne vas-tu pas aussi te trahir toi-même et trahir ta cause ? [...] [Il en fut ainsi] jusqu'à ce que soudain – je n'oublierai jamais le jour ni l'heure – cette terrible tension soit résolue ; jusqu'à ce que – malgré tous les principes et les théories de bois – on puisse, pour la première fois en presque un quart de siècle, se joindre de tout cœur, la conscience propre et sans sentiment de trahison, au chant irrésistible : « Deutschland, Deutschland über alles » (*German Social Democracy, 1905-1917*, Carl E. Schorske, 1955). Et Hänisch avait été à gauche, auparavant !

Quelle fut la réaction au soutien apporté par le SPD à la guerre impérialiste ? Luxemburg et Clara Zetkin faillirent craquer nerveusement, et d'après certains témoignages elles auraient été un moment près de se suicider. La première réaction de Lénine en voyant le numéro de *Vorwärts* (le journal du SPD) fut de penser qu'il s'agissait d'un faux de l'état-major allemand. Malheureusement, il ne s'agissait pas d'un faux. Lénine se rendit rapidement compte que la faillite de l'Internationale socialiste était bien réelle. Et contrairement à Luxemburg qui était effondrée, et à Liebknecht qui s'était incliné devant la discipline du parti, Lénine définit les grandes lignes d'un programme : la Deuxième Internationale était morte, il fallait transformer la guerre

impérialiste en guerre civile et se battre pour une Troisième Internationale. Tout ceci en l'espace de quelques mois, alors qu'il était exilé en Suisse.

La guerre : la mère des révolutions

La guerre apporta une misère inouïe. Les classes dirigeantes pensaient qu'elle serait « courte et belle ». Elles étaient toutes persuadées que les soldats seraient de retour pour Noël. Elles se trompaient. Elles auraient dû savoir. Si vous lisez les documents sur la technique militaire de l'époque, il y avait l'artillerie, les mitrailleuses et les armes à tir rapide. Les armées disposaient de masses de soldats, mais comment fait-on pour déplacer 300 000 hommes quand on n'a pas de camions ? Ils devaient aller à pied. C'était une vraie limitation et la raison fondamentale pour laquelle la guerre s'est enlisée dans une guerre de tranchées.

L'état-major français pensait qu'il pouvait bousculer les Allemands avec de la fougue et simplement jeter 100 000 hommes de plus contre les mitrailleuses allemandes avec un moral élevé. En général, les mitrailleuses allemandes gagnaient. La bataille de Verdun est l'exemple classique. L'état major français avait retiré les canons de la forteresse parce qu'il s'était rendu compte que c'était inutile, mais la direction politique exigea que Verdun soit défendu. Le commandant en chef allemand, Falkenhayn, eut l'idée brillante de rester sur place et de laisser son artillerie matraquer l'armée française. Il jeta aussi des troupes allemandes dans la bataille, de sorte que le résultat net fut que les deux camps perdirent plusieurs centaines de milliers d'hommes. Mais le résultat était que

l'armée française était brisée et se trouvait au bord de la mutinerie. Les Britanniques n'étaient pas beaucoup plus intelligents. Ils avaient décidé d'entrer en action à un endroit également inutile – sur la Somme en juillet 1916. A cet endroit, les Britanniques perdirent 60 000 hommes en une seule journée ! Dont plus du tiers de tués.

Dans *l'ABC du communisme*, Boukharine et Préobrajensky décrivent les horreurs de la guerre : « *La production des cadavres marchait à pas de géant. Le prolétariat était voué à l'extermination sur les champs de bataille. D'après certains calculs, le nombre des tués, blessés et disparus, rien que jusqu'en mars 1917, atteignait vingt-cinq millions d'hommes ; les nombres des tués au 1^{er} janvier 1918 était d'environ huit millions. En estimant le poids moyen d'un homme à 3 pouds, on peut dire que les capitalistes ont produit, d'août 1914 à janvier 1918, vingt-quatre millions de pouds de viande humaine en putréfaction.* »

Il est évident qu'une catastrophe de cette ampleur avait des conséquences sociales. Des fissures commençaient à apparaître dans un édifice impérialiste en apparence solide. Liebknecht, qui avait initialement voté les crédits de guerre en août, rompit la discipline et vota contre en décembre. Il fut le seul. En 1915, il fut rejoint par d'autres députés au Reichstag, une vingtaine en tout à voter contre, tandis qu'un autre groupe s'abstenait. Ceux-ci devaient devenir par la suite le noyau du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD). Le Premier Mai 1916, Liebknecht (qui jouissait d'une certaine immunité en tant que député) et le groupe Spartacus appelèrent à une manifestation sur la Potsdamerplatz. Il y eut plusieurs milliers de manifestants.

Rappelez-vous que c'est l'Allemagne sous la loi martiale. Liebknecht put prononcer seulement huit mots avant d'être arrêté : « *A bas le gouvernement ! A bas la guerre !* » Mais cet appel était un acte symbolique très important qui eut un écho au-delà des lignes de front.

Au Reichstag, le SPD décida immédiatement de lever l'immunité parlementaire de Liebknecht. Après la manifestation du Premier Mai, Kautsky regardait Liebknecht avec défiance, et déclarait : « *Ce garçon, Karl, est devenu une vraie menace. Si nous autres dans l'Arbeitsgemeinschaft [la fraction de Kautsky au Reichstag] n'étions pas apparus et n'avions pas montré que nous existions aussi, l'opposition qui grandit irrésistiblement serait simplement allée entièrement vers Spartacus. Si une scission a été évitée et Spartacus tenu en respect, le mérite nous en revient entièrement. La droite ne nous a pas aidé, mais a seulement aidé Spartacus.* » Et Kautsky devait se retrouver plus tard dans l'USPD avec les spartakistes ! Des amis comme ça, on peut s'en passer !

La politique du SPD, qui était soutenue sans restrictions par les syndicats, était appelée *Burgfrieden*, une politique de *paix des classes*. Ils arrivèrent très rapidement à des accords avec les employeurs pour geler les salaires et pour garantir qu'il n'y aurait pas de grèves. Mais le prolétariat de Berlin ne réagit pas docilement à l'arrestation de Liebknecht : 50 000 ouvriers se mirent en grève. Il fallait beaucoup d'audace – sous la loi martiale ces gars risquaient d'être enrôlés immédiatement dans l'armée. La paix des classes avait finalement été brisée. Le prolétariat allemand avait commencé à bouger.

(A suivre)

Allemagne: les trotskystes dans la campagne électorale

Résistance ouvrière, à l'Est comme à l'Ouest!

L'article que nous reproduisons ci-dessous a été traduit de Spartakist n°76 (25 septembre), organe du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD), section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Le 3 octobre, la bourgeoisie allemande proclamera officiellement son *Anschluss* (annexion) contre l'ex-République démocratique allemande (RDA). Après que la Deutsche Bank a pris possession de l'économie collectivisée, aidée massivement en cela par les sociaux-démocrates, le Bundestag (parlement ouest-allemand) et le Volkskammer (parlement de la RDA) déclareront l'unité nationale sous la domination du capital. L'archevêque de Munich a appelé les églises à faire sonner leurs cloches « für Volk und Vaterland » (pour le peuple et la mère patrie), comme elles l'ont fait au début de la Deuxième Guerre mondiale. Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl annoncera un grand jour pour l'Allemagne et entonnera le *Deutschlandlied*. Mais pour les travailleurs, d'Est et d'Ouest, pour les femmes, pour les travailleurs immigrés et pour ceux d'entre nous qui luttent pour un monde socialiste, la réunification capitaliste représente une défaite sérieuse. C'est la vérité amère et nous, spartakistes, sommes ceux qui vous le disons sans détour.

Nous vous disons également que les dirigeants capitalistes redoutent une explosion, un automne chaud des travailleurs, remplis d'amertume par l'énorme escroquerie qui leur a été imposée. Le 18 mars dernier, ils ont voté pour le D-Mark, l'unification rapide. Deux mois plus tard, lorsque le traité d'Etat était signé à



Glaser/Süddeutsche Zeitung

En septembre, des mineurs d'uranium est-allemands étaient en grève contre les menaces de liquidation de leur entreprise.

Bonn, la dupe de Kohl, Lothar de Maizière (premier ministre de la RDA) déclarait : « Personne ne verra plus sa situation empirer. » Mais regardez autour de vous aujourd'hui, dans l'ex-RDA, que voyez-vous ? Un chômage massif : deux millions de personnes travaillent à temps partiel ou sont licenciées, et ce chiffre risque de doubler d'ici la fin de l'année. La montée des attaques fascistes contre les travailleurs immigrés et les soldats soviétiques. Les femmes chassées du travail vers le foyer familial. Une Grande Allemagne proclamant (dans le traité des 2 + 4) que dorénavant seule la paix viendra du sol allemand, tout en préparant la levée des limitations constitutionnelles sur l'action militaire à l'étranger.

Le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD) présente une liste de candidats aux élections du 2 décembre au Bundestag pour appeler à la résistance ouvrière face aux conséquences dévastatrices de l'*Anschluss* qui mène au Quatrième Reich de l'impérialisme allemand. Beaucoup d'entre vous connaissent le SpAD comme l'unique parti qui a lutté dans la rue et dans les élections de mars au Volkskammer contre la réunification capitaliste. Alors que d'autres qui se prétendent être « de gauche » se sont inclinés devant l'assaut du *deutschemerk*, cherchant au mieux à améliorer les termes du bradage. Léon Trotsky. avait averti, il y a quelques décennies de cela, que le dogme stalinien de « construction

du socialisme dans un seul pays » était un mythe dangereux qui menaçait les conquêtes de la révolution bolchévique d'Octobre 1917. Aujourd'hui, nous en avons la preuve vivante devant nos propres yeux. Et aujourd'hui, nous, trotskystes, nous vous appelons à nous rejoindre dans une campagne électorale basée sur la lutte de classe : non pas pour une social-démocratie aux couleurs de l'Allemagne ou pour un éco-capitalisme vert, mais pour le communisme authentique avec sa bannière rouge de l'internationalisme prolétarien.

Les candidats spartakistes sont : Renate Dahlhaus, qui était le porte-parole de la Trotskistische Liga Deutschlands (TLD qui, avec les Spartakist-Gruppen, a formé le SpAD) dans la manifestation antifasciste du 3 janvier au pied du monument aux soldats soviétiques à Treptow, Toralf Endruweit, le candidat tête de liste du SpAD aux élections de mars au Volkskammer et orateur des Spartakist-Gruppen à la manifestation de Treptow, et Jana Strauchfuss, ouvrière à Stern Radio, connue pour sa lutte en défense des droits des travailleurs immigrés dans son usine.

Les travailleurs dans l'ex-RDA commencent à montrer leur puissance dans des grèves et des manifestations. Au même moment les capitalistes s'attaquent aux droits des travailleurs ouest-allemands, droits qu'ils ont arrachés de haute lutte, et cherchent à utiliser « la zone de bas salaires dans l'ex-RDA » pour mettre leurs salaires sous pression. C'est seulement par l'unité de classe des travailleurs, à l'Est comme à l'Ouest, que

Suite page 12

Les spartakistes allemands disent:

A bas l'interdiction de l'immigration juive!

L'article ci-dessous a été abrégé et traduit de Spartakist n°76 (25 septembre).

19 septembre - Près d'une centaine de personnes exigeaient « A bas l'interdiction de l'immigration juive par le Quatrième Reich » devant le Mémorial aux victimes du fascisme à Berlin [Est]. Cette manifestation, organisée par le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD), était dirigée contre l'arrêt scandaleux imposé par Bonn à l'immigration des Juifs soviétiques, maintenant également appliqué dans l'ex-RDA. L'oratrice du SpAD dans cette manifestation, Renate Dahlhaus, a déclaré : « La lutte contre l'antisémitisme est l'affaire du mouvement ouvrier international. Le mouvement ouvrier international a eu à se battre en défense de Dreyfus contre la bourgeoisie française. Maintenant, comme nous l'avons déjà dit : Non, on ne devrait plus jamais permettre de nouveau à l'Allemagne de devenir "judenrein" [l'expression nazie qui signifie "purifiée des Juifs"]! A bas l'interdiction de l'immigration juive par le Quatrième Reich! »

Avec l'arrogance inégalée de la Grande

Allemagne renaissante, la bourgeoisie de l'Etat successeur d'Auschwitz a proclamé que les Juifs n'y sont pas les bienvenus - seuls les immigrés « de souche allemande » peuvent être admis. Les Roms et les Sinti (Tziganes), persécutés et massacrés par les nazis, sont aujourd'hui victimes d'une campagne pogromiste systématique, au sein de laquelle on trouve le candidat SPD à la chancellerie Lafontaine au premier rang. Le nationalisme, le racisme, l'antisémitisme et la persécution des soldats soviétiques caractérisent le Quatrième Reich.

La Ligue Sachsen-Anhalt des antifascistes a signé l'appel à cette manifestation de protestation, et ses salutations ont été lues dès son commencement. Par leurs slogans et dans leurs discours, les participants ont exprimé leur opposition à l'antisémitisme, aux fascistes grands-russes et antisémites de Pamiat et à la terreur déchaînée contre les Roms et les Sinti.

Après des années de campagne de haine hypocrite contre l'Union soviétique, les impérialistes ferment aujourd'hui leurs frontières aux Juifs. Ils veulent que les Juifs soviétiques aillent en Israël pour

être utilisés comme chair à canon par l'Etat sioniste dans les territoires occupés contre les Palestiniens, lesquels sont privés de leurs droits. Dans la manifestation, des panneaux exigeaient : « Israël, hors des territoires occupés! »

Aujourd'hui, les Juifs fuient l'Union

soviétique de Gorbatchev, le pays où la Révolution bolchévique a mis fin aux pogroms antisémites. L'oratrice spartakiste a déclaré : « La classe ouvrière soviétique a le pouvoir d'écraser ces fascistes - les travailleurs de Leningrad, qui ont résisté

Suite page 12

A bas l'interdiction de l'immigration juive! Défense de l'Union soviétique! Halte aux agressions contre les soldats soviétiques!



Gorbatchev...

Suite de la page 7

sociale et l'intérêt de préserver et reconstruire l'Union soviétique sur une base socialiste avec la justice et l'égalité pour toutes les nationalités. Afin d'accomplir ceci, il est nécessaire d'organiser la classe ouvrière derrière un authentique parti communiste internationaliste sur le modèle du parti bolchévique de Lénine et Trotsky.

Aujourd'hui, cependant, la classe ouvrière soviétique est politiquement exploitée par des groupes en concurrence dans la bureaucratie et l'intelligentsia petite-bourgeoise. Par haine des apparatchiks staliniens - oppresseurs, parasites, corrompus -, beaucoup de militants ouvriers soutiennent ceux qui prônent la « démocratie » à l'occidentale et une « économie régulée par le marché ». D'autres, blâmant la perestroïka pour tout ce qui va mal, se rassemblent derrière les apparatchiks staliniens conservateurs qui ont fait cause commune avec des nationalistes russes réactionnaires. Lors d'un meeting du parti communiste russe, un ouvrier du pétrole de Tioumen, de Sibérie, s'exclama : « Peu importe les mots d'ordre utilisés, une politique qui a pour résultat une chute du niveau de vie et du sang versé est contre les intérêts populaires. » Et il appela au « retour à la nation de 1985 », l'année où Gorbatchev arrivait au pouvoir.

Mais l'Union soviétique ne peut pas retourner à la situation de 1985, cela ne serait pas non plus souhaitable. Pendant les dernières années de son règne, le régime Brejnev a essayé de créer l'illusion d'une élévation du niveau de vie en augmentant les salaires nominaux plus rapidement que la production, tandis qu'il gelait les prix dans les magasins d'Etat. Une partie des roubles en excès se répandirent sur les marchés privés et clandestins qui se multipliaient. Le plus gros alla grossir les comptes d'épargne ou les bas

concurrence de 80 % de leur revenu annuel. Ainsi, la situation actuelle d'hyperinflation étouffée, aggravée par la perestroïka, prend ses racines dans le stalinisme sclérosé du régime Brejnev.

La cause fondamentale de la désintégration politique et économique de l'Union soviétique est la puissante et implacable pression de l'impérialisme mondial. Pour arriver au niveau militaire atteint par les USA sous Carter et ensuite sous Reagan sans toucher au niveau de vie, le régime Brejnev a réduit les inves-

décliné dans des usines toujours plus âgées et techniquement obsolètes. La perestroïka de Gorbatchev était principalement une réponse réactionnaire à la crise objective de l'économie soviétique après des décennies de mauvaise gestion bureaucratique au nom de la construction du « socialisme dans un seul pays ». Mais ces demi-mesures n'ont fait qu'empirer les choses.

Maintenant, la bureaucratie parasitaire du Kremlin est en train de capituler devant l'impérialisme occidental à tous les niveaux. Gorbatchev et Eltsine veulent brader la richesse industrielle et minérale de l'Union soviétique à Wall Street et Francfort, tandis qu'ils soutiennent l'impérialisme US dans sa guerre contre les populations arabes du Moyen-Orient. La classe ouvrière soviétique doit lier la défense et la régénération de l'économie collectivisée en URSS à la perspective de révolutions socialistes dans le monde.

Le développement du capitalisme lui-même a fait naître une division internationale du travail. Ainsi, la lutte pour assurer aux masses soviétiques les bonnes choses de la vie - à la fois matérielles et culturelles - présuppose la participation dans l'économie mondiale. Et ceci signifie le remplacement du marché mondial dominé par l'impérialisme - déformé par les monopoles et le protectionnisme national - par une économie socialiste internationale, par une révolution prolétarienne dans tout le monde capitaliste.

- Adapté de Workers Vanguard n° 510

Malgré une récolte record, le pain a disparu des magasins d'Etat. Les fermiers stockent le grain pour faire monter les prix.



de laine. En 1985, on estimait que les foyers soviétiques avaient des roubles qu'ils ne pouvaient pas dépenser jusqu'à

tissements pour les nouvelles usines et équipements. Le résultat a été que la productivité du travail a régulièrement

Campagne trotskyste...

Suite de la page 11

nous pouvons repousser les attaques des capitalistes. Cela signifie que les travailleurs doivent mener la lutte pour les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille. Le SpAD utilisera la campagne électorale comme tribune pour la lutte, pour être la voix de ceux qui luttent pour la revendica-

tion « à travail égal, salaire égal », pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, pour le partage du travail entre toutes les mains ouvrières à plein salaire pour les hommes, les femmes, les jeunes et les immigrés. Alors que les ex-bureaucrates se transforment en patrons et que la Treuhanderanstalt (agence de tutelle) livre les usines aux capitalistes et en ferme un grand nombre d'autres, nous appelons à des comités de grève élus, aux occupations d'usines et au contrôle ouvrier contre les fermetures d'usines et les licenciements de masse.

Comme l'a dit la candidate spartakiste Renate Dahlhaus : « Le mouvement ouvrier doit être mobilisé dans la lutte contre les licenciements massifs, l'antisémitisme, les attaques racistes et le renvoi des femmes au foyer, et également contre les attaques visant les soldats soviétiques et leur famille et contre la chasse aux sorcières anticommuniste. » Les candidats spartakistes dénoncent la loi sur l'expropriation des biens des partis, qui était initialement destinée à criminaliser le PDS (Parti du socialisme démocratique, successeur de l'ex-parti dirigeant stalinien SED) et qui vise maintenant les syndicats. Le SpAD a refusé de remettre ses livres de compte aux agents de la Deutsche Bank, d'autant plus que nous refusons, par principe, d'accepter les subventions d'Etat alors que les autres partis sont financés par Bonn. Le SpAD dit non à cette campagne d'expropriation et de répression politique et appelle toutes les organisations de la classe ouvrière et les organisations de gauche à rejeter également cette loi d'expropriation par l'unité d'action.

Le PDS de Gysi et Modrow a préparé la voie à la réunification capitaliste de l'Allemagne et a étranglé toute résistance. Gysi rampe derrière le dirigeant social-démocrate Lafontaine et les chasseurs de sorcières SPD, alors que divers « militants de gauche radicaux » rampent devant Gysi. Contre la politique front-populiste de bradage qu'ils ont apprise sur les genoux de Staline, nous, trotskystes, luttons pour l'indépendance de classe des organisations ouvrières. Nous luttons pour des actions de front unique ouvrières contre les bandes terroristes fascistes. Les spartakistes ont été à l'origine d'un tel front unique (repris par le SED-PDS) qui a amené le 3 janvier plus de 250 000 personnes à Treptow dans la plus grande manifestation antifasciste jamais organisée en Allemagne.

Alors que la bourgeoisie allemande a atteint la frontière Oder-Neisse grâce à sa politique de Drang nach Osten (la poussée vers l'Est), la classe ouvrière polonaise a commencé à lutter contre la faim et la pauvreté que la politique capitaliste de ses dirigeants de Solidarność a amenées. Maintenant, la contre-révolution frappe à la porte de l'URSS ; le SpAD appelle à la défense de la patrie de la révolution d'Octobre à travers l'unité révolutionnaire des travailleurs allemands, polonais et soviétiques.

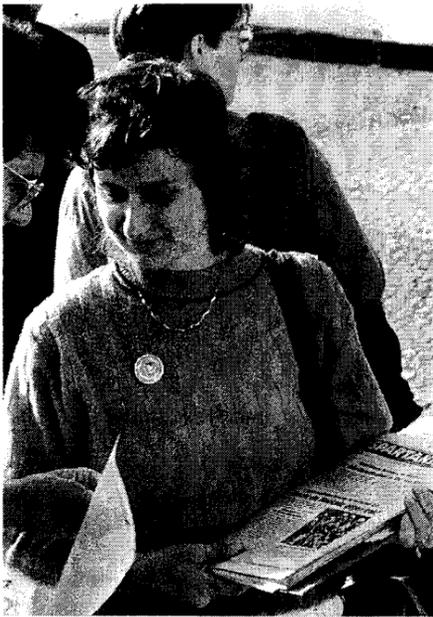
Immigration juive...

Suite de la page 11

au siège nazi, doivent en particulier être mobilisés. »

Même si l'appel à la manifestation a été publié dans le journal du PDS (Parti du socialisme démocratique), celui-ci et ses suivistes « de gauche » tels que le KPD, Plate-forme communiste, etc., ont brillé par leur absence. Les dirigeants du PDS considèrent aujourd'hui que la puissante mobilisation antifasciste du 3 janvier à Treptow contre la profanation du Mémorial soviétique rendant hommage à l'Armée rouge a été une « erreur ». En effet, ils ont rejoint la marche forcée à la réunification capitaliste qui renforce puissamment les antisémites.

Il y a quelques mois, les soldats de la garde d'honneur au Mémorial pour les victimes du fascisme ont débrayé en protestation lorsque les fascistes Republikaners, dans un acte obscène, y ont déposé une couronne de fleurs. Alors que les restes de la NVA (l'Armée populaire nationale) sont en train de passer sous le contrôle de la Bundeswehr, on peut être certain qu'il n'y aura plus de garde d'honneur pour les victimes du fascisme. Alors qu'il n'est pas permis à l'Université technologique de Berlin-Ouest de porter le nom honoraire de Herbert Baum, on trouve un mémorial en son honneur à Lustgarten [Berlin-Est]. Et c'est là qu'une délégation parmi les manifestants a déposé des fleurs et a chanté l'Internationale, honorant par là le combattant héroïque de la résistance juive communiste que fut Herbert Baum.



Les candidats du SpAD aux élections du 2 décembre : Renate Dahlhaus (en haut, préparant la parole dans la manifestation antifasciste du 3 janvier à Treptow), Jana Strauchfuss (à gauche) et Toralf Endruweit.

POUR CONTACTER LA LTF

Paris Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 42 08 01 49

Rouen Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél : 35 73 74 47

Lyon Spartacist
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07

Golfe...

Suite de la page 1

pendence a maintenant pénétré dans les eaux étroites du Golfe, où il lui sera plus difficile d'assurer sa défense mais plus facile d'attaquer l'Irak.

Le Dr. Paul Rogers, un expert en questions militaires qui travaille à la Bradford University de Londres et qui étudie depuis dix ans les interventions américaines potentielles au Proche-Orient, déclarait dans une interview récente que « les forces amphibies amenées dans le Golfe sont beaucoup plus considérables que ce qui avait été annoncé officiellement ». En plus des 900 avions de combat et des 300 hélicoptères déjà sur place, explique-t-il, il y a environ 15 000 Marines prêts à partir pour le Golfe sous un préavis de 48 heures, avec cinq navires d'attaque porte-hélicoptères et au moins sept navires de débarquement de chars.

Sur l'échelle qui va de Panama à Hiroshima, le niveau de destructions massives et de tueries qui est en train d'être planifié se rapprochera davantage de Hiroshima, et si des otages se trouvent sur la trajectoire des bombes, pour Bush c'est tant pis. Les Etats-Unis et leurs alliés se préparent froidement à infliger au peuple irakien un terrible bain de sang. Mais le sang versé ne sera pas seulement irakien. Un officier saoudien déclarait récemment au *Wall Street Journal* (19 septembre) : « Les Irakiens sont de vrais combattants, pas comme les Américains [...]. Ils se sont battus pendant huit ans dans la chaleur, la poussière et le sang, et ils sont endurcis. » Les cercueils vont revenir aux Etats-Unis, et aussi en France, en très grande quantité.

Défense de l'Irak contre les brigands impérialistes !

La Ligue communiste internationale appelle à défendre l'Irak contre l'invasion impérialiste qui ne promet que carnage et asservissement pour les peuples arabes. Nous appelons les travailleurs irakiens à renverser l'autocrate nationaliste sanguinaire qu'est Saddam Hussein. Dans les métropoles impérialistes, nous disons qu'une défaite des brigands impérialistes sur le champ de bataille du Golfe ne peut qu'aider la lutte de classe contre le système capitaliste raciste.

Il faut briser le blocus de l'Irak - Etats-Unis, France hors du Golfe ! La classe ouvrière organisée doit être mobilisée contre la machine de guerre impérialiste : pour des grèves politiques contre la guerre imminente ! Une action des syndicats de marins, des dockers et des travailleurs des transports pour empêcher l'acheminement des troupes et des munitions porterait un coup efficace à la guerre de rapine qui se prépare au Moyen-Orient.

Les travailleurs soviétiques doivent se débarrasser du régime traître de Gorbatchev !

A l'exception de Thatcher, les alliés de Washington en Europe de l'Ouest et au Japon n'ont pas fait montre d'un grand

enthousiasme pour soutenir l'aventure militaire américaine dans le Golfe. Aujourd'hui, c'est le misérable régime Gorbatchev qui veut endosser pour le compte de Bush le rôle de « dur » contre l'Irak. Fin septembre, le ministre des Affaires Etrangères soviétique Edouard Chevarnadze déclarait que « la guerre avec l'Irak pouvait éclater à tout moment », et menaçait ce pays du « pouvoir » de l'ONU s'il ne se retirait pas du Koweït. Ainsi, après avoir hésité à accepter la demande américaine d'un « sommet d'urgence » à Helsinki en vue d'une action militaire dans le Golfe, le Kremlin s'est engagé à fond pour la guerre. Il n'y a apparemment pas de limites à la capitulation de Gorbatchev devant l'impérialisme occidental.

Mais certains éléments dans la direction soviétique, en particulier dans le haut

commandement militaire, sont visiblement inquiets des préparatifs de guerre américains au Moyen-Orient, dont ils se rendent compte qu'ils représentent une menace pour l'URSS. Le chef de l'état-major soviétique, le général Mikhaïl Moïseev, déclare : « En cas d'actions militaires, l'Iran se rangera dans le camp irakien. Il ne s'agira pas de n'importe quel conflit ; ça pourrait être une guerre mondiale » (*Washington Post*, 28 septembre). Et il rappelait que « la Première Guerre mondiale, en 1914, a elle aussi commencé pour quelque chose de mineur ». Pourtant, Moïseev, alors qu'il préparait une visite aux Etats-Unis et au Pentagone, a livré à l'armée américaine tous les détails techniques de l'équipement militaire fourni par l'URSS à l'Irak. C'est là un acte criminel.

Le sommet Bush-Gorbatchev a donné le feu vert à l'agression impérialiste dans le Golfe. La décomposition accélérée de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique ne fait qu'encourager l'impérialisme américain à réaffirmer son rôle de gendarme du monde. Washington veut conquérir par la force la suprématie mondiale qu'il a détenue - pendant une courte période - à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Distancés par l'Allemagne et le Japon



Chars US massés dans le désert saoudien.

même temps, l'impérialisme américain exploite la capitulation et l'effondrement de la bureaucratie stalinienne du Kremlin pour resserrer l'encerclement militaire de l'Union soviétique, depuis l'Allemagne de l'Est jusqu'au Golfe. La classe ouvrière soviétique doit lier la défense et la régénération de l'économie collectivisée, laquelle passe par la restauration de la démocratie ouvrière en URSS, à la lutte contre le militarisme impérialiste à l'échelle du monde entier.

Der Spiegel

La bourgeoisie américaine s'est lancée contre l'Irak la fleur au fusil, persuadée que cette agression néo-coloniale lui redonnerait son rôle de gendarme du monde et lui permettrait de surmonter enfin le « syndrome vietnamien » - l'opposition de la population à une nouvelle sale guerre de rapine à l'autre bout du monde. De son côté, c'est après bien des tergiversations que la bourgeoisie française s'est engagée dans la croisade anti-irakienne. En effet, elle vient non seulement de voir s'effondrer comme un château de cartes sa politique moyen-orientale (dont l'Irak était un pivot), mais la grenouille française se voit brutalement remise à sa vraie place d'impérialisme de second rang.

A bas la croisade anti-irakienne de Mitterrand !

Déjà réduite à ramasser les miettes que sa puissante concurrente allemande lui laisse à l'Est, cette bourgeoisie arrogante et rapace, habituée à régner en maître dans « ses » néo-colonies africaines, est condamnée à servir de force d'appoint à l'armée américaine dans la confrontation mondiale en train de se jouer. Peu ravie déjà d'être la cinquième roue du carrosse américain, elle manifeste en plus - par la voix notamment des sabreurs de son état-major plus à l'aise au Gabon ou au Rwanda - de bien compréhensibles doutes quant à une victoire militaire sur l'Irak. Ce n'est ni le Panama ni le Centrafrique ! (Et en plus, le « front intérieur » ne semble pas très sûr, avec une majorité en France qui, malgré un intense matraquage médiatique, ne veut

pas d'une guerre dans le Golfe.) Mais, à la différence de l'Allemagne et du Japon, ses moyens (aussi bien économiques que militaires) ne lui laissent guère d'autre choix, en prévision d'une guerre, que de chercher à se gagner dans le sang une petite place au Moyen-Orient à l'ombre de la Pax Americana. C'est la peu glorieuse condition pour ne pas se faire jeter de la scène internationale. N'en déplaise aux dirigeants du PCF, la « grandeur » et l'« indépendance » de la France impérialiste sont d'une autre époque.

Néanmoins, tout en jetant son armée dans l'aventure militaire impérialiste, Mitterrand garde dans son jeu l'atout principal et traditionnel de l'impérialisme français dans la région : celui de ses moutures diplomatiques qui, appuyées par l'« expérience » sanguinaire de sa soldatesque, lui ont permis de tisser ces « liens historiques » - coloniaux - dont se vantent aussi bien la bourgeoisie française que les sociaux-chauvins du PCF. Déjà, le 24 septembre, devant les Nations Unies, Mitterrand entrebâillait la porte à une solution « diplomatique » avec son plan en quatre étapes, rappelant aussi au passage que « la France entretient de longue date d'amicales relations avec l'Irak » (*le Monde*, 26 septembre). Ces derniers jours, profitant du massacre perpétré par les sionistes autour et sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, il reprenait l'idée d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient. Manifestement, l'impérialisme français espère pouvoir plus facilement tirer son épingle du jeu grâce aux arcanes de sa diplomatie. Mais Mitterrand sait pertinemment qu'il ne pourra jouer sa carte que si Bush la lui laisse jouer.

Les volte-face successives d'un Chirac, démentant ses propres démentis, ne font qu'exprimer les contradictions de l'impérialisme français et sa faible marge de manœuvre. L'opposition parlementaire bourgeoise ne peut offrir aujourd'hui d'alternative à la politique menée par Mitterrand au Moyen-Orient. Pour le moment, à l'exception notable de quelques Jobert qui tempêtent contre l'engagement français à la remorque des USA, dans le camp bourgeois la seule véritable opposition vient, comme à l'accoutumée, des fascistes du Front national. « La crise du Golfe », écrit un editorialiste du *Monde* des 7-8 octobre, souligne d'une lumière crue que le paysage politique français s'ordonne désormais autour du face-à-face entre M. Mitterrand et M. Le Pen. L'un gère cette crise [...]. L'autre lui oppose le seul discours qui, au fond, lui soit opposable, celui de l'égoïsme national et du repli hexagonal. » La logique de l'opposition de Le Pen à l'intervention militaire française dans le Golfe est parfaitement résumée dans la « Lettre ouverte aux personnels des forces armées de terre, de l'air et de mer » publiée il y a quelques jours par le *Führer* du FN : « La France est devant un dilemme : ou bien elle conserve des ambitions de grande puissance d'intervention partout dans le monde, ou bien elle se résout au repli sur l'Hexagone » (*le Monde*, 13 octobre).

Dans la tradition du courant munichois puis vichyste de l'extrême droite française, Le Pen estime que la France, minée par le « métissage » et la « décadence judéo-bolchévique », ne doit pas aujourd'hui gaspiller ses forces et le sang de son élite militaire dans de vaines aventures qui ne profiteront qu'à ses perfides rivaux anglo-saxons. Pour se « régénérer » et redevenir une nation puissante, elle a au contraire besoin, selon lui, de mobiliser toute son énergie en déclarant la guerre civile aux « ennemis de l'intérieur » : les « immigrés » bien sûr, mais aussi les communistes, socialistes, syndicalistes, Juifs, homosexuels, malades du SIDA, etc. - tous ceux que les terroristes fascistes jugent « inférieurs ». Le Pen a annoncé la couleur dans sa lettre ouverte à Mitterrand à propos du Golfe, appelant à ce que soit renforcée « la surveillance des ghettos immigrés à forte présence

LE BOLCHEVIK

Il faut briser le blocus de l'Irak !

Impérialistes hors du Golfe !

Gorbatchev donne son accord au Quatrième Reich
La réunification capitaliste de l'Allemagne

LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS !

30 F pour 10 numéros
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

TEL _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10



Le Bolchévik



Young Spartacus

Il faut briser le blocus de l'Irak! Troupes impérialistes hors du Golfe! Le 29 septembre à Paris comme le 10 septembre à l'Université de Columbia (USA), la LCI affiche sa défense révolutionnaire de l'Irak.

Golfe...

Suite de la page 13

arabo-musulmane, là où des masses déracinées et des individus délinquants peuvent servir de vivier pour des manipulations étrangères, voire pour des actions ou des provocations terroristes» (le Monde, 2 octobre).

La bourgeoisie ne se résoudra qu'en dernière extrémité à une entreprise aussi risquée qu'une guerre civile. De plus, elle n'acceptera le «repli hexagonal» prôné par le Front national que si elle se retrouve assez démoralisée par une défaite plus catastrophique que les autres et la peur panique d'un soulèvement de la classe ouvrière pour abandonner provisoirement tout espoir de tenir «son rang» international et chercher son salut à l'ombre d'un régime «fort» et «national» – comme ce fut le cas après la débâcle militaire de juin 1940. Mais le danger existe de voir Le Pen, seule opposition «radicale» à Mitterrand, sortir de la crise du Golfe encore renforcé, encore plus fort pour organiser ses bandes fascistes et pour multiplier ses attaques et provocations contre le mouvement ouvrier et les «immigrés».

Par ailleurs, si dans la situation présente la bourgeoisie ne pense pas devoir retenir la proposition de Le Pen de transformer les ghettos en camps de concentration pour terroriser (et surexploiter) les travailleurs «immigrés» – Mitterrand et ses flics y suffisent encore –, nous réitérons ici la mise en garde que nous avons lancée dans notre dernier numéro: «Mais dans ce pays où les travailleurs d'origine maghrébine – avec raison peu réceptifs aux appels bellicistes à l'«union sacrée» contre l'Irak – sont au cœur de la classe ouvrière, la mise au pas du mouvement ouvrier signifiera aussi, en temps de guerre, une explosion de terreur raciste contre l'«ennemi intérieur»» (le Bolchévik n° 104, septembre). A bas la terreur et la ségrégation racistes! Pleins droits de citoyenneté pour les «immigrés» et leurs enfants! Groupes de défense ouvriers/«immigrés» basés sur les syndicats!

Si les fascistes peuvent se permettre d'apparaître comme la seule véritable opposition à Mitterrand, c'est principalement du fait de la direction du PCF. Marchais et Cie (avec l'aide des charlatans de la LCR, du PCI, de LO et du reste de l'«extrême gauche») travaillent aujourd'hui d'arrache-pied à la construction d'une coalition de front populaire «anti-guerre» avec quelques politiciens bourgeois soi-disant «épris de paix». Cette manœuvre cynique vise à tromper la jeunesse et les travailleurs qui veulent se mobiliser contre la guerre de rapine qui se prépare, en colportant le mensonge impudent qu'il est possible de faire pression sur Mitterrand pour que la France impérialiste, sous la houlette de cet ancien ministre de l'Intérieur pendant la sale guerre coloniale d'Algérie, mène

enfin au Moyen-Orient une politique «conforme à l'intérêt des peuples». Cette trahison grossière des principes les plus élémentaires du marxisme est assaisonnée d'une forte dose d'antiaméricanisme, exprimant à la fois la défense social-chauvine des «intérêts de la France» et la tentative d'attirer des politiciens bourgeois et sociaux-démocrates qui ne supportent pas que l'impérialisme français se retrouve à la remorque des Américains. L'Humanité est même à l'affût des moindres déclarations chauvines antiaméricaines d'un Chalandon, d'un Frank Borotra, d'un Couve de Murville et y compris d'un Chirac – quand ce ne sont pas celles des bouchers de l'état-major qui doutent seulement de l'efficacité d'une attaque contre l'Irak (cf. l'éditorial de l'Humanité, 25 août)! Aujourd'hui, Marchais regarde avec les yeux de Chimène les Jobert, Gisèle Halimi et même Giraud, l'ancien ministre à la Guerre de Chirac! Mais ces «pacifistes» ne veulent en fait qu'éviter une nouvelle défaite et une nouvelle humiliation à l'impérialisme français.

Les réformistes du PCF crachent sur toute véritable action ouvrière de lutte de

des citadelles impérialistes – c'est l'abc du léninisme. Une «solution négociée» au Moyen-Orient (avec un revolver pointé sur la tempe de l'Irak!) n'est qu'un autre moyen de maintenir ces pays sous la coupe des impérialistes et paver la voie à un bain de sang. Et pour juger de l'efficacité des «solutions diplomatiques» de la France, il suffit de regarder ce qu'elles ont fait du Liban: un borborygme horriblement sanglant.

Les dirigeants du PCF tonnent contre l'escalade belliciste dans le Golfe, mais ils ont un pied bien ancré dans le consensus anti-irakien avec leur scandaleux soutien à l'embargo – qui nécessairement, qu'ils le veuillent ou non, s'accompagne de l'envoi d'une puissante armada pour le faire respecter. Marchais a d'ailleurs fait lui-même voler en éclats les quelques prétentions «anti-impérialistes» de son parti en «soulignant qu'il se déterminait par rapport aux intérêts de la France», qui, tout comme son autorité, sont bien réels au Proche-Orient» (l'Humanité, 8 septembre). Et quand il critique la politique moyen-orientale du gouvernement – qui «ne va pas dans le sens de l'intérêt

l'Irak, ils vont se retrouver confrontés à l'hostilité des peuples de la région, à commencer par les centaines de milliers de Palestiniens en révolte contre le talon de fer de l'Etat sioniste – et qui sont bien placés pour savoir qu'en matière d'«agression» il y a pour les impérialistes deux poids, deux mesures. Les Palestiniens de Jordanie, qui constituent la majorité de la population, veulent se battre pour l'Irak et renverser le doux-roi Hussein qui les a massacrés en 1970. Dans la Cisjordanie occupée par Israël, les Palestiniens ont accueilli favorablement les déclarations de soutien de Saddam Hussein. Fin septembre, la Cisjordanie a été paralysée par une grève générale pro-irakienne.

C'est une des nombreuses informations que le Monde n'a pas jugée «digne d'intérêt», de même qu'il n'a mentionné qu'en passant que des millions de manifestants ont défilé dans les rues de Téhéran contre la présence militaire américaine dans la région. En Algérie, l'ancien président Ahmed Ben Bella affirme son soutien à l'Irak contre l'intervention impérialiste. En bref, si les Etats-Unis et leurs alliés s'accrochent à leur nouvelle tête de pont impérialiste au Moyen-Orient, cela provoquera une conflagration dans toute la région.

Et aux Etats-Unis mêmes, c'est sûr qu'une fois que les cercueils commenceront à être rapatriés, l'armée ainsi que le reste de la société exploseront dans une opposition massive à cette folle aventure. Les Noirs américains en particulier, qui savent que cette guerre ne leur amènera que la mort et la misère, sont dans tous les sondages de loin les moins enthousiastes à l'idée de mourir pour les copains PDG de Bush et leurs serviteurs dans le monde des yuppies. «La majorité des troupes qui se batront sur le front seront noires, alors que c'est une guerre des hommes blancs», déclarait un Noir, vétéran de la guerre du Vietnam, au Washington Post (11 septembre).

Alors même que les impérialistes célèbrent la «mort du communisme» en Europe de l'Est, ils vont bientôt être hantés par un autre spectre familier, à savoir que la guerre est la mère des révolutions. Le déclenchement des hostilités provoquera de gigantesques explosions sociales dans le monde entier, y compris dans le ventre de la bête impérialiste. Aux Etats-Unis et dans la plupart des métropoles impérialistes, la classe ouvrière n'a déjà aucun enthousiasme pour cette guerre de rapine. Et dans tout le Moyen-Orient, à Jérusalem comme au Caire, à Damas, Amman et Bagdad, les petits despotes doivent et peuvent être balayés par les masses en colère. Il faut un parti révolutionnaire international pour unir les travailleurs de tous les pays dans la lutte pour en finir avec le système impérialiste – pour le pouvoir ouvrier, de l'Amérique à l'Europe et au Moyen-Orient!

Chevènement à l'ambassade d'Irak en 1981, au temps où l'impérialisme français ne considérait pas Saddam Hussein comme un Hitler.



classe contre l'agression impérialiste (cf. notre article, en page 2). Au contraire, ils sont depuis le début suspendus aux lèvres de Mitterrand (quand ce n'est pas de Gorbatchev ou de cette caverne des brigands impérialistes qu'est l'ONU), sollicitant et guettant la moindre parole de «paix». Dernièrement, le bureau politique s'est emparé avec l'énergie du désespoir de la proposition avancée par Mitterrand d'une conférence internationale: «C'est ce que nous n'avons cessé de dire [...]. Tous les efforts doivent être déployés pour sortir de l'engrenage actuel et engager les discussions en vue d'une solution négociée de tous les problèmes du Proche et Moyen-Orient [...]» (l'Humanité, 10 octobre).

Il faut être un misérable chauvin pour répandre des illusions sur l'impérialisme pouvant renoncer «démocratiquement», à la table des négociations, à son exploitation féroce des nations opprimées – sa raison d'être! La domination impérialiste, et avec elle la guerre, ne disparaîtra qu'avec le renversement révolutionnaire

– actuel et à venir – de la France» (l'Humanité, 7 septembre) – c'est au nom d'une meilleure politique pour son propre impérialisme. Les «intérêts actuels de la France», ce sont le pillage et l'oppression des pays semi-coloniaux, et ses «liens historiques» avec les despotes sanguinaires qui y règnent ont été tissés dans la souffrance et le sang de leurs peuples! Dire que le PCF traîne dans la boue les principes les plus élémentaires du communisme, c'est un doux euphémisme. Les véritables communistes se battent pour l'intérêt des peuples opprimés et du prolétariat international, et cet intérêt exige que l'impérialisme, et tout particulièrement «le nôtre», ramasse dans le Golfe la plus cuisante raclée.

A bas les cheiks, les colonels et les dictateurs!

L'aventure militaire impérialiste dans le Golfe a ouvert la boîte de Pandore du Moyen-Orient, et même si Bush et ses alliés réussissent à infliger une défaite à

Baas irakien...

Suite de la page 5

L'URSS à entrer dans un pacte militaire régional avec l'impérialisme : le pacte de Bagdad (CENTO). Mais le pacte de Bagdad était tellement impopulaire parmi toutes les couches de la société irakienne que des tanks et des unités de l'armée avaient dû être mobilisés pour protéger le bâtiment du parlement durant le vote de ratification. Lorsque la Grande-Bretagne, la France et Israël ont attaqué l'Égypte en réponse à la nationalisation du Canal de Suez par Nasser, le régime irakien servile et pro-impérialiste a dû déclarer la loi martiale. La voix du nationalisme arabe de Nasser sur les ondes du Caire a ébranlé le régime discrédité que des années de lutte inspirée par le PC avait déjà gravement miné.

La crise s'est déclarée dans la nuit du 13 au 14 juillet 1958 quand le mouvement des Officiers libres a renversé la monarchie installée par les Britanniques. Dès que la nouvelle fut connue, des centaines de milliers de personnes arrivèrent de partout et se répandirent dans les rues pour crier leur joie et leur haine de la famille royale. A la fin de l'été, une insurrection paysanne déferla sur les plaines agricoles : les paysans brûlaient les domaines des propriétaires fonciers, détruisaient les registres fonciers et occupaient la terre.

Depuis le début, le Parti communiste a apporté son soutien au gouvernement dirigé par le général de brigade Abd al-Karim Kassem, que les staliniens saluaient comme l'« unique dirigeant ». Kassem était un bonapartiste par excellence. Il a cherché à opposer le PC puissamment organisé au mélange de nationalistes panarabes qui réclamaient la fusion de l'Irak avec la République arabe unie, nouvellement constituée, qui unissait la Syrie à l'Égypte de Nasser. Kassem n'avait nullement l'intention de jouer le second violon de Nasser, alors que les communistes irakiens avaient senti derrière les discours de Nasser sur un parti panarabe unique la menace de la répression. Les craintes du Parti communiste irakien se révélèrent bientôt fondées lorsque les lois anticommunistes de l'Égypte furent étendues à la Syrie.

Kassem donna aux staliniens toute latitude pour organiser et mobiliser. Très tôt, le Parti communiste irakien prit le contrôle de la milice civile créée après le coup d'Etat militaire. L'un après l'autre, les membres ou sympathisants en vue du PC étaient nommés à des postes administratifs et militaires. Après avoir montré sa puissance en écrasant une tentative de coup d'Etat d'officiers rivaux contre Kassem - une manifestation de 250 000 personnes dirigée par le PC et pro-Kassem s'était répandue dans la ville de Mossoul pour briser cette tentative -, le Parti communiste irakien mena une offensive politique, exigeant une représentation au gouvernement. On vit des meetings monstres, certains réunissant un million de personnes, soutenir l'exigence des communistes. Des unités de l'armée loyale au PC ouvrirent des armureries et distribuèrent les armes. Le directeur de la CIA Allen Dulles qualifia la situation en Irak comme « la plus dangereuse, dans le monde, aujourd'hui » (New York Times, 29

avril 1959).

La révolution ouvrière était à l'ordre du jour. Les staliniens dominaient la Confédération générale des syndicats, qui disait représenter un quart de million de travailleurs et d'artisans. Plusieurs dizaines de milliers de personnes étaient actives dans les organisations de jeunesse, de femmes et de paysans du PC irakien. De plus, le PC comptait des centaines d'officiers parmi ses membres ou ses sympathisants très proches. Mais lorsque Kassem se retourna contre eux vers la fin du mois d'avril 1959, les dirigeants staliniens, reculant devant la perspective de diriger une insurrection, retirèrent leur exigence d'une participation au gouvernement. C'était l'application des ordres explicites



Der Spiegel

Boureau des Kurdes, Saddam Hussein n'a pas hésité à utiliser contre eux des armes chimiques, comme ici à Halabja en mars 1988.

du Kremlin. George Tallu, membre du bureau politique du PC irakien, qui suivait un traitement médical à Moscou, fut renvoyé à Bagdad pour transmettre la « requête » de Khrouchtchev d'arrêter de « provoquer Kassem » (The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq, Hanna Batatu, [1978]).

Isaac Deutscher a souligné, à l'époque, comment Khrouchtchev avait bradé le PC irakien afin de rendre sa réunion avec Eisenhower à Camp David plus conviviale : « La plupart des observateurs occidentaux sur place sont tombés d'accord pour affirmer que Kassem ne pouvait guère tenir face à une offensive communiste générale. Ses propres partisans étaient peu nombreux et il refusait d'essayer de rallier les forces anticommunistes qui étaient intimidées et désorganisées et dont Nasser chercha à obtenir le soutien en attaquant Kassem pour être une "dupe des communistes". Puis, pendant l'été, l'offensive communiste fut annulée sur la demande urgente de Moscou. A Moscou, les rapports sur l'élévation de la température révolutionnaire étaient accueillis avec inquiétude. Khrouchtchev refusait de soutenir un soulèvement communiste à Bagdad, craignant que cela ne provoque une nouvelle intervention occidentale dans la Méditerranée orientale, enflammant par-là même le Moyen-Orient et ruinant sa politique de coexistence pacifique. Il comptait déjà sur sa perspective de visite à Washington et était soucieux de faire la preuve de la "bonne volonté" soviétique au Moyen-Orient. L'acte d'accusation contre les dirigeants communistes irakiens fut établi

établi à Moscou, et le Parti irakien reçut l'ordre, non seulement de faire la paix avec Kassem, mais de se rendre inconditionnellement en sauvant un tant soit peu la face » (Russia, China, and the West, 1970).

Bain de sang

Kassem et les nationalistes anticommunistes priront l'offensive. En juillet, des affrontements sanglants opposèrent les bandes baassistes et les communistes dans les quartiers de Bagdad. Les membres du Parti communiste irakien furent chassés de leurs postes gouvernementaux et militaires. Les grèves menées par les syndicats dirigés par le PC furent écrasées par l'armée. En même temps, le Parti com-

ces diverses - fonctionnaires du Département d'Etat américain et du Parti Baas, ainsi que du roi Hussein de Jordanie - que des listes de communistes ont été fournies par la CIA au Baas. Ainsi, Edith et E.F. Penrose écrivent : « Des officiels irakiens, dont des baassistes, nous ont déclaré que la Central Intelligence Agency américaine a collaboré au renversement de Kassem [...] A de nombreuses occasions, la CIA a fourni des noms de communistes au Baas, dont certains ont été enlevés à leur domicile et assassinés » (Iraq: International Relations and National Development [1978]). Une autre étude explique : « [...] Saddam Hussein et d'autres baassistes étaient entrés en contact avec les autorités américaines à la fin des années 1950 et au début des années 1960 ; à ce moment, le Baas était considéré comme "la force politique de l'avenir" et méritait le soutien américain contre "Kassem et les communistes" » (Iraq since 1958: From Revolution to Dictatorship, Marion Farouk-Sluglett et Peter Sluglett, 1987).

Le Baas captura le secrétaire général du Parti communiste irakien, Hussein al-Radhi, qui fut torturé à mort pendant plusieurs jours. Lorsqu'un groupe de soldats du Parti communiste irakien échoua dans son attaque contre la prison militaire sur la base militaire al-Rachid, ils furent exécutés et leurs corps abîmés par la torture furent jetés dans les différents quartiers ouvriers comme leçon à la population. Comme les prisons étaient surpeuplées, les terrains de sport, les casernes et les écoles furent transformés en camps de concentration et d'interrogatoire. A la suite de la chute de ce premier régime du Baas, après neuf mois au pouvoir, les cellules ensanglantées du centre de la Garde nationale à Bagdad, le Palais de la mort, ont été ouvertes pour révéler, rapporte Batatu, « toutes sortes d'instruments répugnants de torture, comprenant des fils électriques couplés à des pinces, des pieux acérés en acier sur lesquels on faisait asseoir les prisonniers, et une machine qui gardait toujours les traces des doigts coupés ».

C'est seulement le renversement du Baas en novembre 1963 par ses alliés militaires de naguère qui a arrêté provisoirement l'horreur. Quand ils sont revenus au pouvoir en 1969, les baassistes ont repris les choses là où ils les avaient laissées par des procès contre des Juifs, des communistes et des opposants divers, tout en ravageant les régions kurdes. Malgré sa défaite, la classe ouvrière ne fut pas brisée de manière décisive. Cependant, les dirigeants du Parti communiste irakien n'ont jamais remis en question leur perspective fondamentale de collaboration de classe. Dix ans après le bain de sang, avant même que l'encre du traité d'amitié irako-soviétique ne fut sèche, le PC irakien participa à un gouvernement Baas, seulement pour en être chassé et mortellement réprimé dans les années qui suivirent.

Les racines du communisme sont profondes dans le prolétariat irakien. Trahis par leurs dirigeants staliniens, réprimés par leurs bouchers baassistes, les travailleurs irakiens manquent toujours d'un parti bolchévique internationaliste capable de réaliser les promesses de leurs luttes révolutionnaires.

- Adapté de Workers Vanguard n° 511

muniste irakien manifesta sa prostration politique devant Kassem en abandonnant la revendication des droits nationaux kurdes pour adopter la ligne de l'« unité irakienne ». Et à Kirkouk, l'organisation du PC, en grande partie kurde, transforma une révolte naissante en un massacre communautaire contre les Turkmènes dominants dans l'élite commerciale de la ville. Le massacre de Kirkouk fut utilisé par Kassem comme prétexte pour réprimer le PC (cf. Kurdish Workers in the Iraqi Revolution of 1958-59, Workers Vanguard n° 370, 11 janvier 1985).

En février 1963, le Baas réussit à fomenter un coup d'Etat militaire qui renversa Kassem et déclencha les furies contre-révolutionnaires. Quand la nouvelle de ce coup d'Etat fut connue, des dizaines de milliers d'habitants des quartiers pauvres de Bagdad se précipitèrent dans la rue et convergèrent vers le Ministère de la Défense où Kassem, refusant la demande du PC d'armer la population, s'était barricadé. Le jour suivant, Kassem se rendait, était sommairement abattu et le Baas montrait fièrement à la télévision son corps criblé de balles sur une chaise, avec un soldat en train de lui cracher au visage. A partir de là, le bain de sang se déclencha. La Garde nationale, milice du Parti Baas lança une fouille maison par maison, raflant et abattant tous ceux qui étaient suspectés d'être communistes. Près de 5 000 personnes furent assassinées lors de la terreur sanglante du Baas et un nombre encore plus grand embastillés.

On a maintenant les preuves de sour-

Grèves...

Suite de la page 2

après être resté encore longtemps accroché à l'« union française », ne provoquera que quelques débrayages éparés sur le mot d'ordre pacifiste, qu'il critiquait encore en 1925 contre les sociaux-démocrates, de « Paix » en Algérie. En 1954, les nationaux-staliniens déclaraient : « Les travailleurs, les démocrates, les patriotes français s'opposeront d'autant plus vigoureusement à la politique férocement colonialiste prati-

quée en Algérie et dans toute l'Afrique du Nord qu'elle est étroitement liée à la politique de la renaissance du militarisme allemand. Elle tend, en effet, à faciliter l'implantation de l'impérialisme germanique sur le sol africain [...] » (Cahiers du communisme, novembre-décembre 1954, Ibid.) ! En fait, le PCF ne lancera des forces dans la bataille qu'en réponse à la répression, aux différents putschs à Alger, et au fur et à mesure que l'opinion publique petite-bourgeoise rejettera l'horreur de la guerre et qu'il deviendra chaque jour plus clair qu'elle est perdue.

La guerre est la mère des révolutions. Toute lutte de masse contre son propre impérialisme tend à poser la question du pouvoir. Le PCF ne peut ni ne veut mener cette lutte : sa seule et unique perspective est celle qu'il a adoptée depuis 1935 avec la politique de front populaire : la défense nationale, en dernière analyse la préservation de l'ordre bourgeois.

La grève politique contre son impérialisme en guerre en défense de l'Irak n'est pas chose aisée. Mais pour commencer, il faut avoir la volonté politique, ce qui veut dire, le programme, qui permette de

mobiliser la classe ouvrière. Or ce programme doit être basé fermement sur l'internationalisme prolétarien et non pas sur, au mieux, le pacifisme, qui ne fait que désarmer les ouvriers, ou pire le soutien à son propre impérialisme « indépendant », « démocratique ». Si la drôle de guerre dans le Golfe devait déboucher sur une guerre ouverte, il y aura à n'en pas douter des mobilisations contre la sale guerre ; la LTF cherche et cherchera à y intervenir pour arracher ces mobilisations au soporifique du pacifisme et au poison du social-chauvinisme.

Meurtres racistes et provocations policières dans les banlieues

Actions ouvrières contre la terreur raciste !

Nous reproduisons ci-dessous le texte du tract que la Ligue trotskyste a diffusé à la mi-octobre dans la région lyonnaise.

Le 4 octobre, un raciste tirait sur Karar Khemissi et le tuait au pied de son immeuble, dans un quartier-ghetto immigré de Neuilly-sur-Marne. Le maire « socialiste » se précipitait pour déclarer qu'il fallait avoir confiance dans cette même « justice » qui « amnistie » des politiciens-escrocs et les généraux de l'« Algérie française » et qui est si complaisante avec les vichystes exterminateurs des Juifs, comme Touvier, Bousquet et autres Papon. Avec le PS, SOS-Racisme veut « réhabiliter » Neuilly-sur-Marne – c'est-à-dire passer un coup de peinture sur la crasse du béton et disposer quelques pots de fleurs...

Les jeunes de cette cité ravagée par le chômage, eux, parlent de patinoire dont l'accès leur est interdit, de harcèlement policier, en fait de racisme et de ségrégation. La section du PCF avance dans un tract, entre autres revendications : « Il faut donner à la police les moyens de lutter contre l'augmentation de la délinquance » ! Plus de flics, toujours plus de flics, c'est un des leitmotivs de ce parti réformiste pendant la guerre d'Algérie.

Deux jours plus tard à Vaulx-en-Velin, une autre cité-ghetto dans la banlieue lyonnaise, une voiture de police bloque la route à une moto et provoque la mort du passager. Version officielle : la moto est tombée toute seule ! Pourtant, comme pour signer leur aveu de culpabilité, les flics embarquent le conducteur, sorti indemne de l'« accident », et le retiennent en garde à vue ! Ce genre d'« accidents » perpétrés par la police raciste est assez fréquent pour que les jeunes du quartier aient enrichi la langue française d'un nouveau verbe : « par-choquer » !

Dans la nuit du 7 octobre, les flics « d'élite » du GIPN, en cagoule comme les tueurs des SAS en Irlande du Nord, terrorisent les jeunes de Vaulx-en-Velin.



La colère des jeunes explose et gagne d'autres banlieues. Les flics de Mitterrand envahissent les quartiers. On voit à la télévision des éléments du GIPN, en cagoule, sinistres, tirer avec des fusils à pompe dans la nuit. Dans une lettre adressée à Mitterrand à la mi-septembre, le raciste et antisémite Le Pen demande de « renforcer la surveillance dans les ghettos à forte présence arabo-musulmane ». Il faut écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent ! Les gouvernements de Mitterrand n'ont pas attendu les conseils du fasciste pour investir chaque jour un peu plus les quartiers immigrés, instaurer ce maillage policier serré qu'est le système de l'ilotage. Flics hors des quartiers immigrés !

Ce sont les flics qui ont provoqué les émeutes des banlieues lyonnaises et cette colère envers eux s'est ensuite retournée contre des commerces, symboles les plus visibles de cette société de classes raciste ; la population de la cité brûle tout ce qu'elle ne peut pas emporter. Pourtant, des soulèvements spontanés qui viennent

de loin comme ceux de la semaine dernière n'ont rien changé. Il y a une nécessité urgente d'organiser de véritables luttes qui puissent orienter l'énorme colère vers des objectifs consciemment politiques. Il faut organiser la défense des quartiers immigrés sur la base de comités de quartiers avec la participation et s'appuyant sur les syndicats !

Vaulx-en-Velin est une cité intégrée, avec un pourcentage significatif de sa population qui travaille encore et qui a donc toujours des liens avec les syndicats de la région. On a qu'à penser aux luttes amères des cheminots en 1986, des transports publics et de RVI dans les dernières années, pour voir le potentiel de puissance sociale que représente le mouvement ouvrier organisé. A chaque crime raciste, policier ou non, à chaque provocation policière doit répondre une mobilisation ouvrière !

Le racisme naît et se nourrit de la ségrégation. Le capitalisme en décomposition qui a jeté à la rue presque trois millions de travailleurs pour maintenir ses profits dans sa propre crise considère les jeunes issus de l'immigration comme des masses sacrificables. Relégués avec leurs parents dans des ghettos ravagés par le chômage, ils sont exclus du système d'éducation, parqués, surveillés, réprimés. Les grands businessmen et le gouvernement qui leur est soumis veulent une large couche de chômeurs pauvres et impuissants parce que cela mine la combativité des autres ouvriers qui peuvent encore s'accrocher à un boulot. La lutte contre la ségrégation et l'oppression raciste est de l'intérêt immédiat de tous les travailleurs. Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés ! Le mouvement ouvrier doit lutter pour l'échelle mobile des heures de travail et des salaires, sans diminution de salaire, ce qui créera du travail pour tous !

Si Mitterrand n'hésite pas à traiter les Beurs comme de jeunes Palestiniens de

l'Intifada, son gouvernement se prépare également à mener une sale guerre dans le Golfe et il n'hésitera pas à utiliser comme chair à canon ces mêmes Beurs méprisés, ainsi que le reste de la jeunesse. Il faut briser le blocus de l'Irak ! Troupes impérialistes hors du Golfe ! A bas les cheiks, à bas les colonels, pour la révolution socialiste au Moyen-Orient !

Les quelques coups de peinture et les quelques arbres nouvellement plantés, dont se félicitent les gestionnaires réformistes municipaux, ne peuvent masquer la réalité : la bourgeoisie et son gouvernement considèrent ces jeunes comme les nouvelles « classes dangereuses » et les traitent comme telles. Le PCF, le parti de Vitry, le parti du débat Lajoinie-Le Pen, le parti qui dispute Jeanne d'Arc au Front national, le parti du « Produisons français » n'a rien à offrir aux immigrés et à leurs enfants que l'approbation de la chasse aux « clandestins », la revendication de toujours plus de flics « plus près de la population » ! Revendication criminellement réformiste que reprend Lutte ouvrière, l'organisation de Arlette Laguiller. Il faut construire un vrai parti communiste, multiethnique et révolutionnaire !

Ceux des ouvriers, des jeunes, qui veulent lutter contre les racistes, contre la ségrégation, doivent s'engager dans la lutte contre le capitalisme. Nombre de travailleurs et de jeunes d'Europe de l'Est, qui à juste raison voulaient chasser les bureaucrates staliniens pour leur incompetence économique, leur corruption et l'écrasement de la démocratie ouvrière, croyaient que la propriété privée capitaliste serait le paradis. Mais aujourd'hui dans l'ancienne RDA et en Pologne, où le chômage monte en flèche, ces illusions se dissipent en face de la cruelle réalité : avec la poussée de la contre-révolution capitaliste, le racisme, l'antisémitisme ont relevé la tête et les bandes terroristes s'attaquent aux travailleurs immigrés et menacent de s'en prendre aux Juifs survivants du génocide. Les capitalistes salivent à l'idée de dépecer l'URSS. Mais la classe ouvrière soviétique n'est pas encore défaite. Pour la défense militaire de l'URSS, pour la révolution politique pour réinstaurer la démocratie des soviets ! Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers soviétiques, polonais et allemands !

L'Histoire nous enseigne que seule la classe ouvrière consciente de ses tâches a la puissance de changer le monde. Seule la révolution socialiste et l'instauration de la démocratie ouvrière pourront balayer la pourriture du capitalisme qui engendre chômage, racisme et guerre, et jeter les bases pour une société où l'humanité sera maître de son destin.

Ligue trotskyste de France,
12 octobre 1990



La banderole de la LTF dans le défilé parisien de « Convergence 84 », le 1^{er} décembre 1984.